

Art. 2. A l'article 11 de l'arrêté ministériel du 18 juin 1975 déterminant les règles à suivre pour fixer le montant de l'intervention du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés dans les frais de l'entretien, du traitement et de l'éducation des handicapés placés dans des institutions fonctionnant sous le régime du semi-internat, remplacé par l'arrêté ministériel du 23 septembre 1975 et modifié par les arrêtés du Gouvernement flamand du 23 décembre 1987, 2 août 1991 et 23 juin 1998, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa cinq, la partie de phrase "Ce pourcentage est fixé comme suit : " est remplacée par la partie de phrase "Les pourcentages suivants sont alloués sur la masse salariale totale :";

2° il est ajouté des alinéas six et sept, rédigés comme suit :

"Dans l'alinéa cinq on entend par masse salariale totale : les charges salariales totales après déduction du pécule de vacances accordé à l'occasion de la sortie de service effective.

Les pourcentages visés à l'alinéa cinq, sont accrus comme suit :

1° pour l'année 2012 de 0,075 %;

2° pour l'année 2013 de 0 %;

3° à partir de l'année 2014 de 0,15 %.

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} décembre 2012.

Art. 4. Le Ministre flamand ayant l'assistance aux personnes dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 22 novembre 2013.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
K. PEETERS

Le Ministre flamand du Bien-être, de la Santé publique et de la Famille,
J. VANDEURZEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/206818]

7 NOVEMBRE 2013. — Arrêté du Gouvernement wallon adoptant définitivement le projet de révision du plan de secteur de Bastogne (planches 55/8, 56/5, 56/6 et 61/1) en vue de l'inscription de zones d'activité économique sur le territoire de la commune de Gouvy (Courttil)

Le Gouvernement wallon,

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2009 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement;
Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 2011 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie (CWATUPE);

Vu l'arrêté royal du 5 septembre 1980 établissant le plan de secteur de Bastogne, modifié notamment par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 10 août 1988 et par les arrêtés du Gouvernement wallon des 29 juillet 1993, 26 juin 1997 et 1^{er} avril 1999;

Vu le schéma de développement de l'espace régional (SDER) adopté par le Gouvernement wallon le 27 mai 1999;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 juillet 2010 décidant la révision du plan de secteur de Bastogne (planches 55/8, 56/5, 56/6 et 61/1) et adoptant l'avant-projet de plan en vue de l'inscription de zones d'activité économique sur le territoire de la commune de Gouvy;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 octobre 2010 décidant de faire réaliser une étude d'incidences sur l'avant-projet de révision du plan de secteur de Bastogne (planches 55/8, 56/5, 56/6 et 61/1) adopté par arrêté du Gouvernement wallon du 8 juillet 2010;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 novembre 2012 adoptant provisoirement le projet de révision du plan de secteur de Bastogne (planche 55/8, 56/5, 56/6 et 61/1) en vue de l'inscription de zones d'activités économique sur le territoire de la commune de Gouvy;

Vu les observations et réclamations émises par les tiers intéressés lors de l'enquête publique qui s'est déroulée du mercredi 20 mars 2013 au vendredi 3 mai 2013 dans la commune de Gouvy et répertoriées en annexe 2 au présent arrêté;

Vu la séance d'information qui s'est tenue le vendredi 22 mars 2013 à Gouvy;

Vu le procès-verbal de la séance de clôture de l'enquête publique qui s'est tenue le vendredi 3 mai 2013 de 14 heures à 15 heures à Gouvy;

Vu le procès-verbal de la réunion de concertation qui s'est tenue à l'issue de l'enquête publique le mercredi 8 mai 2013 à Gouvy;

Vu l'avis favorable, assorti de remarques, du conseil communal de Gouvy du 10 juin 2013;

Vu l'avis assorti de remarques, de la Commission consultative communale d'Aménagement du Territoire et de Mobilité (CCATM) de Gouvy du 18 juin 2013;

Vu l'avis favorable, assorti de remarques, du Conseil wallon de l'Environnement pour le développement durable (CWEDD) du 18 juillet 2013 et référencé CWEDD/13/AV.934;

Vu l'avis favorable, sous réserve, de la Commission de Gestion du Parc naturel des deux Ourthes du 29 juillet 2013;

Vu l'avis favorable, assorti de remarques, de la Commission régionale d'Aménagement du Territoire (CRAT) du 29 août 2013 et référencé CRAT/13/AV.345; celui-ci constituant l'annexe 3 du présent arrêté;

1. Observations et réclamations d'ordre général

1.1. Qualité de l'étude

Considérant que le CWEDD estime que l'auteur a livré une étude d'incidences de qualité satisfaisante et que l'autorité compétente y trouvera les éléments pour prendre sa décision;

Considérant que la CRAT estime que l'étude est de qualité satisfaisante;

1.2. Cohérence du projet de plan

Considérant que la CCATM estime que la prescription supplémentaire repérée par le sigle « *S.50 » sur le plan devrait concerner non seulement la valorisation de la filière bois mais également le domaine de la construction dans son ensemble, tout en maintenant le principe de la desserte ferroviaire;

Considérant que le conseil communal de Gouvy conclut à la cohérence globale du projet de plan au regard de l'ampleur du dossier, du nombre de réclamations et des éléments contestés;

Considérant que le CWEDD remet un avis favorable sur l'inscription au plan de secteur de Bastogne d'une zone d'activité économique industrielle et d'une zone d'activité économique mixte à Gouvy (Courtill) et d'une zone d'habitat à caractère rural à Deiffelt;

Considérant que la Commission de Gestion du Parc naturel des deux Ourthes souligne la qualité et la cohérence du projet de révision du plan de secteur, notamment concernant les différentes zones de compensation;

Considérant que la CRAT est favorable à l'objectif de la révision du plan de secteur qui vise à développer un parc d'activités économiques bi-modal thématique « bois »;

Considérant que la CRAT est favorable à l'inscription au plan de secteur de Bastogne d'une zone d'activité économique industrielle, d'une zone d'activité économique mixte et d'une zone d'habitat à caractère rural et apprécie la prescription supplémentaire repérée par le sigle « *S.50 » sur le plan;

Réponses du Gouvernement wallon

Considérant que le Gouvernement wallon prend acte de ces avis et souligne que le projet de plan rencontre déjà le souhait de la CCATM en autorisant les activités à caractère industriel utilisant la desserte ferroviaire sans être nécessairement liées à un processus de transformation du bois ou de valorisation de la filière bois;

1.3. Procédure

Considérant qu'un réclamant s'étonne très vivement de ne pas avoir été informé expressément et personnellement, par une lettre recommandée de la commune, du projet de modification de l'affectation de ses terrains;

Considérant que la CRAT estime problématique que des terrains puissent être concernés par une compensation planologique sans que les propriétaires de ces terrains n'aient été informés dans des délais leur permettant de réagir constructivement à la révision de plan de secteur;

Réponses du Gouvernement wallon

Considérant que l'enquête publique s'est déroulée dans les formes prescrites par les articles 4 et 43, § 2, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie, l'avis d'enquête publique ayant été annoncé tant par voie d'affiches que par un avis inséré dans les pages locales de trois quotidiens à savoir, l'Avenir, Sud Presse, La Meuse et Vlan Echos;

Considérant que le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie n'impose pas d'avertir personnellement les propriétaires des terrains concernés par le projet de plan;

Considérant que la CRAT n'allègue aucun fait précis à l'appui de sa remarque qui prouverait que des réclamants n'aient pu être en mesure de réagir sur le projet de plan en raison des délais fixés pour l'enquête publique;

Considérant que le réclamant regrettant de ne pas avoir été informé personnellement était incontestablement au courant de la tenue de l'enquête publique puisqu'il y a réagi et était présent à la réunion de concertation comme en atteste le procès verbal;

2. Effets du projet de plan

2.1. Ambiance sonore

Considérant que des réclamants signalent qu'ils subissent déjà les effets négatifs (pollution sonore et environnementale) des éoliennes auxquelles vont probablement s'ajouter les nuisances liées à l'installation des nouvelles activités du Pôle Ardenne Bois;

Considérant que des réclamants souhaitent que le calme de leur quartier ne soit pas perturbé;

Considérant que des réclamants s'interrogent sur la pollution sonore totale (nombre de décibels) qui sera provoquée par les éoliennes et le broyeur de la scierie du Pôle Ardenne Bois;

Considérant que des réclamants demandent qu'il soit veillé au strict respect des normes pour le bruit qui sera causé par le broyeur de la scierie du Pôle Ardenne Bois;

Réponses du Gouvernement wallon

Considérant que le permis autorisant la construction du parc éolien d'Halconreux a été délivré le 28 octobre 2009 (EI, p. 186);

Considérant qu'une étude acoustique a été réalisée par le bureau CSD Consult dans le cadre de cette demande de permis (rapport final février 2009) (EI, p. 225);

Considérant que le permis autorisant la construction et l'exploitation d'une scierie a été délivré le 25 novembre 2010 à la SA Holzindustrie Pauls (EI, p. 186);

Considérant qu'une étude acoustique a été réalisée par le bureau ATS dans le cadre de cette demande de permis (rapport final janvier 2010) (EI, p. 222);

Considérant que ces permis sont antérieurs à la révision du plan de secteur;

Considérant que l'auteur d'étude a réalisé une simulation maximaliste des bruits générés par les installations qui pourraient être implantées dans les nouvelles zones d'activité économique (EI, p.263); qu'il y a lieu de préciser qu'il a tenu compte des conclusions des études susvisées puisqu'aucun des équipements visés par les réclamants n'était déjà construit;

Considérant que cette simulation indique que les valeurs limites autorisées (jour : 50 dBA; nuit : 40 dBA) ne sont pas dépassées, ni dans les zones d'habitat les plus proches, ni pour les habitations existantes et ce, tant pour les périodes de jour que de nuit (EI, p.263 et 264), ce qui amène l'auteur d'étude à ne pas faire d'autre recommandation que celle d'imposer de façon très stricte aux entreprises emménageant dans les nouvelles zones d'activité économique le respect des limites de bruit définies par la législation sur les établissements classés de la Région wallonne du 4 juillet 2002;

Considérant que le Gouvernement wallon estime en conclusion qu'il n'y a pas lieu de mettre en œuvre des mesures spécifiques à l'échelle du plan de secteur pour éviter, réduire ou compenser les effets négatifs sur l'ambiance sonore redoutés par les réclamants;

2.2 Activités humaines, agricoles et touristiques

Considérant que des réclamants signalent que le projet porte préjudice au bon fonctionnement de leur exploitation agricole, car il entraîne la perte d'un peu moins de 15 % de la superficie agricole de celle-ci, et estiment que le dédommagement qui leur sera alloué suite à l'expropriation des terrains ne leur permettra pas de retrouver des terrains de superficies comparables étant donné la pression foncière qui s'exerce à proximité de la frontière luxembourgeoise;

Considérant que le CWEDD propose de modifier une zone d'activité économique mixte existante en zone agricole de manière à permettre à un des trois exploitants agricoles de retrouver une partie (4 ha) de l'espace perdu;

Considérant qu'un réclamant signale que la diminution des superficies affectées en zone de loisirs à Cherapont entraîne la disparition d'une opportunité de développement économique;

Réponses du Gouvernement wallon

Considérant que l'exploitation agricole dont il est question dans la réclamation correspond à l'exploitation numérotée 6 dans l'étude d'incidences (EI, p. 244);

Considérant que bien que 11,27 % de la superficie agricole de cette exploitation soit concernée par l'avant-projet de plan (EI, p. 279) il apparaît néanmoins que sa taille reste bien au-dessus de la moyenne ardennaise et que la parcelle concernée n'est pas située près du siège d'exploitation;

Considérant que les expropriations nécessaires à la mise en œuvre de la nouvelle zone d'activité économique dépendront des options que l'opérateur prendra à cet égard; qu'il peut en effet en faire la demande dans le dossier qu'il établira en vue de faire application des dispositions du décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques; que les réclamants pourront faire valoir leurs réclamations et observations lorsque la demande sera soumise à enquête publique;

Considérant qu'il n'y a dès lors pas lieu de prendre en considération les réclamations portant sur les expropriations dans le cadre de la présente procédure;

Considérant que le Gouvernement wallon précise que le projet de plan qu'il a adopté projette l'inscription au plan de secteur de Bastogne de 47 ha de nouvelles zones agricoles, soit 87 % de la superficie de la zone agricole qu'il projette de modifier en zones d'activité économique;

Considérant que le Gouvernement wallon précise que le projet de plan maintient un potentiel de développement touristique autour du lac de Cherapont puisqu'il ne projette de soustraire à l'activité touristique qu'une partie du potentiel inscrit au plan de secteur destiné à cette activité;

Considérant que le Gouvernement wallon souligne également que son choix s'est porté sur des terrains peu utiles au développement éventuel des activités existantes et dont le potentiel de développement réel à destination de l'activité de loisirs est le plus faible en raison des contraintes liées à leur mise en œuvre;

Considérant que l'étude d'incidences confirme cette analyse puisqu'elle précise que les terrains soustraits à la zone de loisirs présentent des difficultés de mise en œuvre liées à leur relief, à la proximité de la zone Natura 2000 n° 34024 (bassin inférieur de l'Ourthe orientale), à leur division par la route N838 et à leur vocation déjà partiellement agricole (EI, p.155); qu'il y a dès lors lieu de nuancer la réclamation relative aux effets du projet de plan sur l'activité touristique;

Considérant que le Gouvernement wallon souligne enfin que si la suppression de trois parties de la zone de loisirs inscrite au plan de secteur au droit du lac de Cherapont n'affectera que 18,6 % de la superficie couverte par les sept zones de loisirs inscrites au plan de secteur sur le territoire de la commune de Gouvy, elle affectera encore moins celle qui est couverte par les zones de loisirs inscrites dans le plan de secteur de Bastogne, où les besoins de ce secteur d'activité sont largement rencontrés (65 zones couvrant 686 ha);

Considérant que le Gouvernement wallon rappelle en conclusion que l'option de développer un nouveau pôle ciblé sur le secteur du bois et accessible par le rail a été validée par l'auteur d'étude au regard des besoins économiques et sociaux, en particulier en terme d'emploi, à rencontrer dans le bassin économique supra-communal de Gouvy-Houffalize-Vielsalm et souligne que l'espace qu'il entend leur réserver a non seulement été calculé au plus juste et affectera peu le développement de l'activité agricole et de l'activité touristique dans le territoire de référence compte tenu de l'offre existante pour rencontrer les besoins de ces deux secteurs d'activités;

3. Compensations planologiques

Considérant qu'un réclamant demande sur quelle(s) référence(s) légale(s) se base le principe de proportionnalité et indique qu'il désapprouve ce principe;

Considérant que des réclamants dénoncent le préjudice économique résultant de la modification de terrains situés en zone destinée à l'urbanisation en zone non destinée à l'urbanisation;

Considérant que le CWEDD remet un avis défavorable sur la modification en zone forestière de la zone d'activité économique mixte délimitée par la ligne de chemin de fer 42 et l'assiette de la ligne de chemin de fer désaffectée 163 Gouvy-Saint-Vith;

Considérant que le CWEDD a constaté sur place que le nord de la zone avait été remblayé depuis la clôture de l'étude d'incidences et qu'il n'est plus possible de l'utiliser pour l'exploitation forestière;

Considérant que le CWEDD estime qu'une autre affectation que la zone forestière doit être envisagée et qu'il serait justifié d'inscrire une zone d'espaces verts au plan de secteur, à l'emplacement de l'espace remblayé, pour créer un îlot de végétation spontanée naturelle, et une zone agricole, au sud, là où les terrains sont déjà utilisés à cette fin;

Considérant qu'un réclamant estime que la modification de la zone d'extraction située au nord-est du village de Cierreux lui fait perdre une valeur économique certaine puisqu'il décline cette carrière pour la mettre en zone forestière; qu'il estime que cette carrière a une valeur économique indubitable et jouit de droits imprescriptibles; qu'il estime que la conversion en zone forestière lui supprime tout rapport puisqu'il est impossible d'y faire des plantations;

Considérant que le CWEDD constate que la zone est presque entièrement couverte par un site de grand intérêt biologique en raison de sa lande à callune, des mares et des zones humides, et non par des milieux forestiers remarquables et estime que l'affectation la plus judicieuse pour conserver ces attraits biologiques serait ainsi la zone naturelle qui faciliterait les déboisements allant à l'encontre de ces attraits;

Considérant que la Commission de Gestion du Parc naturel des deux Ourthes estime que l'affectation en zone forestière pourrait éventuellement nuire à la qualité biologique du site et que son affectation en zone naturelle serait plus en accord avec le milieu réel;

Considérant que la CRAT est défavorable à la modification de la zone d'extraction en zone forestière;

Considérant qu'un réclamant s'étonne du fait que le Gouvernement wallon ait proposé de modifier la zone d'habitat à caractère rural située au nord-est de la N827, à la sortie de Gouvy, au lieu-dit « Tier del Hate », en zone agricole et en zone forestière, alors qu'il y a une situation de pénurie de terrains à bâtir, et trouve injuste qu'un permis d'urbanisme ait été octroyé dans la zone d'habitat à caractère rural située juste en face alors que ces terrains sont spongieux;

Considérant que la CCATM de Gouvy a émis un avis défavorable sur la compensation planologique proposée par le Gouvernement wallon à la sortie de Gouvy, au lieu-dit « Tier del Hate »;

Considérant que le conseil communal de Gouvy a marqué son accord sur le projet de plan pour autant que les zones susvisées soient maintenues en zone destinée à l'urbanisation;

Considérant que le CWEDD estime que la modification de la zone d'habitat à caractère rural située au nord-est de la N827, à la sortie de Gouvy, en zone agricole et en zone forestière ne constitue pas une compensation intéressante puisqu'elle est déjà partiellement urbanisée et qu'elle fait face à des terrains urbanisés;

Considérant que la CRAT est défavorable à l'inscription au plan de secteur de Bastogne de la zone agricole et de la zone forestière situées le long de la N827, à la sortie de Gouvy;

Considérant que le conseil communal de Gouvy a marqué son accord à l'unanimité sur le projet de plan pour autant que la zone d'aménagement communal concerté de Longchamps soit affectée en zone agricole ou en zone de parc;

Considérant que le conseil communal de Gouvy relève que, bien que située à proximité d'une zone de loisirs présentant un intérêt potentiel, la zone d'aménagement communal concerté de Longchamps (4 ha) à Bovigny est située dans une zone humide et fangeuse et que sa nature intrinsèque n'appelle pas à une urbanisation;

Considérant que la CRAT appuie la recommandation de la commune de Gouvy de modifier la zone d'aménagement communal concerté située à Bovigny en zone agricole ou de parc;

Réponse du Gouvernement wallon

Considérant que le principe de proportionnalité est défini par l'article 46, § 1^{er}, 3^o, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie;

Considérant que l'article 70 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie fixe les conditions de l'indemnité qui serait éventuellement à charge, suivant le cas, de la Région ou de la commune; que les personnes qui y satisferont pourront en faire la demande au tribunal de première instance;

Considérant que le mécanisme de la compensation impose d'établir un équilibre entre zones destinées à l'urbanisation et zones non destinées à l'urbanisation et non un équilibre zone pour zone; que le Gouvernement wallon n'est juridiquement pas tenu de rendre à l'activité agricole un potentiel équivalent à celui qu'il projette de modifier;

Considérant que la zone d'activité économique mixte délimitée par la ligne de chemin de fer 42 et l'assiette de la ligne de chemin de fer désaffectée 163 Gouvy-Saint-Vith est actuellement occupée par une parcelle agricole cultivée d'une superficie de 2,75 ha, des remblais et un espace boisé;

Considérant que l'article 36 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie prescrit que « la zone forestière est destinée à la sylviculture et à la conservation de l'équilibre écologique »; que ces deux fonctions cohabitent déjà dans l'espace concerné;

Considérant que la zone est entièrement ceinturée par de la zone forestière au plan de secteur et que la CRAT insiste pour éviter le morcellement des zonages du plan de secteur;

Considérant que le Gouvernement wallon maintient pour ces motifs la motivation avancée lors de l'adoption provisoire du plan et décide de confirmer l'inscription de cette zone forestière au plan de secteur;

Considérant que le Gouvernement wallon précise d'une part que l'ancienne carrière de grès quartzitique située au nord-est du village de Cierreux ne présente plus de potentiel d'exploitation d'après les données fournies par l'inventaire des ressources du sous-sol et des besoins à terme de l'industrie extractive (étude « Poty », avril 2001) et, d'autre part, que la zone d'extraction figurant au plan de secteur couvre des espaces non excavés déjà boisés, eux-mêmes attenants à une zone forestière;

Considérant que si l'intérêt biologique d'une partie de la zone d'extraction n'est pas contesté par l'auteur d'étude, le Gouvernement wallon relève cependant que ce dernier ne l'a pas jugé suffisamment important pour le convaincre de recommander de prendre des mesures de protection actives ou passives dans la zone;

Considérant que le Gouvernement wallon relève également que le site de l'ancienne carrière est peu documenté et qu'il ne dispose d'aucune information sur la présence éventuelle d'habitats communautaires;

Considérant que le Gouvernement wallon souligne en outre que les avis du CWEDD et de la commission de gestion du parc naturel des deux Ourthes ont essentiellement pour objet d'attirer l'attention des autorités publiques sur les effets négatifs qu'aurait une gestion purement sylvicole de la nouvelle zone sur le milieu naturel existant;

Considérant que la zone forestière n'est pas uniquement destinée à la sylviculture puisque l'article 36 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie la destine également à la conservation de l'équilibre écologique; que cette disposition rencontre les préoccupations du CWEDD et de la Commission de Gestion du Parc naturel des deux Ourthes;

Considérant que le Gouvernement wallon décide pour ces motifs de confirmer l'inscription d'une zone forestière au plan de secteur;

Considérant que le Gouvernement wallon réévalue sa proposition de modifier la zone d'habitat à caractère rural située au nord-est de la N827, à la sortie de Gouvy, au lieu-dit « Tier del Hate », en zone agricole et forestière, au regard des avis du conseil communal de Gouvy et des instances régionales;

Considérant que le Gouvernement wallon reconnaît que les équipements publics déjà réalisés, d'une part, et que l'éloignement relatif des biens concernés du centre de Gouvy et de la gare, d'autre part, permettent de modifier l'option qu'il a retenue;

Considérant que les biens concernés par la compensation planologique sont en effet situés le long d'une voie publique suffisamment équipée en eau, électricité, pourvue d'un revêtement solide et d'une largeur suffisante et, s'ils ne sont pas encore égouttés, dans une zone d'épuration collective au plan d'assainissement du sous-bassin hydrographique de l'Ourthe dont la station d'épuration est déjà opérationnelle;

Considérant que les biens concernés par la compensation planologique sont par ailleurs localisés à une distance telle du centre de Gouvy et de la gare qu'il est raisonnable d'admettre qu'ils sont accessibles à pied à partir du premier et en vélo à partir de la seconde; qu'ils sont en outre desservis par les transports publics (l'arrêt « Gouvy Limerlé Scierie », situé à 400 m, étant desservi par quatre lignes);

Considérant que le Gouvernement wallon se rallie pour ces motifs aux avis émis pendant l'enquête publique et renonce à la modification de la zone d'habitat à caractère rural située au nord-est de la N827, à la sortie de Gouvy, en zone agricole et en zone forestière;

Considérant que la zone d'aménagement communal concerté située à Bovigny, au lieu-dit « Longchamps », a été proposée par le Gouvernement wallon au stade de l'avant-projet de plan et analysée par l'auteur d'étude qui a relevé en particulier que son aménagement est fixé par un plan communal d'aménagement que le conseil communal de Gouvy a décidé d'abroger partiellement;

Considérant que bien que la décision du conseil communal de Gouvy ne vise pas le périmètre de la zone elle-même et de la zone de loisirs attenante, le Gouvernement wallon a choisi de ne plus proposer de modifier la zone d'aménagement communal concerté en zone agricole au titre de compensation planologique au moment d'arrêter provisoirement le projet de plan de manière à ne pas peser sur l'instruction de la demande initiée par le conseil communal de Gouvy;

Considérant que le plan communal d'aménagement susvisé a été abrogé partiellement par arrêté ministériel du 13 mai 2013, conformément à la demande des autorités communales; qu'il n'y a dès lors plus d'obstacle à examiner la proposition que formule le conseil communal de Gouvy dans le cadre de la présente procédure;

Considérant que la zone d'aménagement communal concerté située à Bovigny, au lieu-dit « Longchamps », est mise en œuvre par le plan communal d'aménagement pour partie en zone agricole et pour le solde en diverses zones manifestement destinées au développement d'activités récréatives conçues en lien avec celles projetées dans la zone de loisirs contiguë; qu'il apparaît, à la lecture des motivations que le conseil communal de Gouvy a avancées pour solliciter l'abrogation partielle du plan communal d'aménagement n° 2, que ces deux zones étaient à l'origine destinées à accueillir un complexe sportif et récréatif dont le rayonnement devait dépasser les frontières du territoire communal;

Considérant que ces options d'aménagement communales n'ont été que partiellement prises en compte au moment de l'établissement du plan de secteur de Bastogne puisque ce dernier affecte une partie des terrains contigus à la zone d'habitat à caractère rural en zone d'extension d'habitat, aujourd'hui zone d'aménagement communal concerté, au motif de l'existence d'un projet de lotissement de la Société nationale terrienne;

Considérant que ni le complexe sportif et récréatif, ni le projet de lotissement de la Société nationale terrienne n'ont été réalisés; que le Gouvernement wallon estime que rien ne s'oppose à ce que les terrains concernés soient destinés à rencontrer d'autres besoins plus en phase avec les aspirations actuelles de la collectivité;

Considérant que le conseil communal de Gouvy n'exprime pas dans son avis le besoin d'étendre le potentiel de la zone de loisirs existante à la zone d'aménagement communal concerté contiguë alors que la pérennisation de l'activité agricole existante permettrait, en revanche, de rencontrer un besoin exprimé à travers les réclamations formulées durant l'enquête publique;

Considérant que les terrains situés dans le périmètre de la zone d'aménagement communal concerté sont en effet occupés par une pâture; que l'auteur d'étude a validé l'intérêt de la compensation planologique initialement proposée par le Gouvernement wallon ainsi que l'affectation retenue à l'avant-projet de plan;

Considérant que le Gouvernement wallon se rallie pour ce motif aux avis du conseil communal de Gouvy et de la CRAT et décide de modifier la zone d'aménagement communal concerté située à Bovigny, au lieu-dit « Longchamps », en zone agricole;

Considérant que les trois modifications apportées aux compensations planologiques proposées au stade du projet de plan ont pour effet de porter la superficie des compensations planologiques à 80 ha; que cette superficie est équivalente à la superficie inscrite en zone destinée à l'urbanisation au plan de secteur de Bastogne par le présent arrêté;

Considérant que par les compensations qu'il retient, le Gouvernement wallon estime que le plan qu'il entend arrêter définitivement répond au prescrit de l'article 46, § 1^{er}, 3^o, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie ;

Considérant qu'il n'a pas été exprimé d'autres observations ou réclamations à l'encontre des autres composantes du projet de plan; que le Gouvernement wallon maintient dès lors les options qu'il avait adoptées provisoirement;

4. Evaluation archéologique

Considérant que l'auteur d'étude recommande d'effectuer une campagne de prospection mécanique avant les travaux d'aménagement du parc d'activités économiques sur les parcelles qui n'ont pas encore fait l'objet de sondages archéologiques;

Considérant que le Gouvernement wallon décide de donner suite à la recommandation de l'auteur d'étude et d'imposer qu'une évaluation archéologique soit réalisée avant la mise en œuvre des nouvelles zones d'activité économique qui n'ont pas encore fait l'objet de sondages;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,

Arrête :

Article 1^{er}. La révision du plan de secteur de Bastogne (planches 55/8, 56/5, 56/6 et 61/1) en vue de l'inscription :

- d'une zone d'activité économique industrielle;
 - d'une zone d'activité économique mixte;
 - d'une zone d'habitat à caractère rural;
- et à titre de compensation planologique :
- de cinq zones forestières;
 - de huit zones agricoles;

sur le territoire de la commune de Gouvy, est définitivement adoptée conformément à la carte annexée au présent arrêté.

Art. 2. La prescription supplémentaire suivante repérée par le sigle « *S.50 » est d'application dans la zone d'activité économique industrielle inscrite au plan de secteur par le présent arrêté : « La zone d'activité économique industrielle est réservée aux activités à caractère industriel liées à un processus de transformation du bois ou de valorisation de la filière bois et/ou utilisant la desserte ferroviaire desservant la zone, sauf lorsque l'activité constitue l'accessoire de l'activité industrielle. ».

Art. 3. La mesure d'aménagement suivante est imposée : « Le gestionnaire du parc d'activités économiques est tenu d'assurer l'accès à la voie ferrée à toutes les entreprises désireuses de l'utiliser. ».

Art. 4. Une évaluation archéologique des nouvelles zones d'activité économique qui n'ont pas encore fait l'objet de sondages est réalisée préalablement à leur mise en œuvre. Le calendrier des travaux relatifs à l'évaluation archéologique est établi par le gestionnaire du futur parc d'activités économiques en concertation avec la Direction de l'Archéologie du Service public de Wallonie, en fonction de la disponibilité des terrains concernés.

Art. 5. La déclaration environnementale produite par le Gouvernement wallon en application de l'article 44 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie est jointe en annexe 4 au présent arrêté.

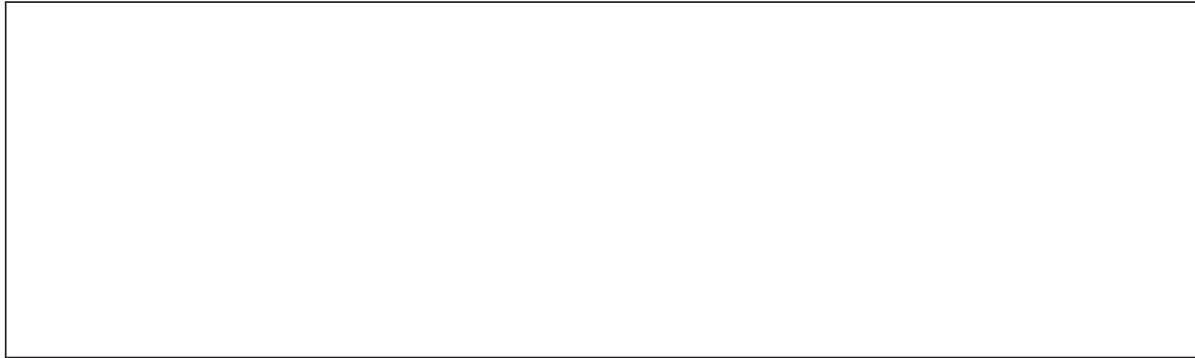
Art. 6. Le Ministre de l'Aménagement du Territoire est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 7 novembre 2013.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

ANNEXE 2 : Identification des réclamants



Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 novembre 2013 adoptant définitivement le projet de révision du plan de secteur de Bastogne (planches 55/8, 56/5, 56/6 et 61/1) en vue de l'inscription de zones d'activité économique sur le territoire de la commune de Gouvy (Courtil).

Namur, le 7 novembre 2013.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

ANNEXE 3 : Avis de la CRAT

Avis de la CRAT relatif au projet de révision du plan de secteur de Bastogne en vue de l'inscription de zones d'activité économique sur le territoire de la commune de Gouvy

INTRODUCTION Saisine et réponse

- Par son courrier reçu le 18 juin 2013, la Cellule de Développement territorial a sollicité l'avis de la Commission régionale d'Aménagement du Territoire (CRAT) sur ledit projet.

- Conformément à l'article 43, § 4, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie, l'avis de la CRAT porte sur le dossier comprenant le projet de plan accompagné de l'étude d'incidences et des réclamations, observations, procès-verbaux et avis émis durant l'enquête publique.

Description du projet

Le projet de révision du plan de secteur de Bastogne vise :

- L'inscription sur le territoire de Gouvy de :

- * Une zone d'activité économique industrielle assortie de la prescription supplémentaire « *S.50 »;
- * Une zone d'activité économique mixte;
- * Une zone d'habitat à caractère rural.

- L'inscription sur le territoire de Gouvy, à titre de compensation planologique, de :

- * Six zones forestières;
- * Huit zones agricoles.

Le projet prévoit également la mesure d'aménagement suivante : « le gestionnaire du parc d'activités économiques est tenu d'assurer l'accès à la voie ferrée à toutes les entreprises désireuses de l'utiliser ».

Rétroactes

La CRAT a rendu trois avis sur le projet de révision du plan de secteur de Bastogne en vue de l'inscription de zones d'activité économique sur le territoire de la commune de Gouvy.

1. Avis du 26 août 2010 (Réf : 10/CRAT A.924-AN) relatif au contenu de l'étude d'incidences concernant l'avant-projet de révision du plan de secteur de Bastogne en vue de l'inscription d'une zone d'activité économique à Gouvy : FAVORABLE.

La CRAT insiste toutefois pour que l'étude analyse les éléments suivants :

- L'adéquation entre le libellé de la prescription « *S.50 » qui limite l'implantation d'activités à caractère industriel liées aux processus de transformation du bois et de valorisation de la filière du bois et la demande sollicitée par IDELUX dans le dossier de base;

- Le tracé du futur RAVeL « Bastogne-Eupen » qui passe à proximité de la zone concernée par le projet de révision de plan de secteur;

- Sur le libellé de la prescription « *S.50 », la CRAT demande de l'adapter de manière à éviter d'imposer l'utilisation de la desserte ferroviaire, mais plutôt de la favoriser. La CRAT estime en effet que dans certains cas, la desserte ferroviaire n'est pas possible. C'est notamment le cas de l'approvisionnement de bois provenant de zones forestières proches de Gouvy.

2. Considérations du 14 juillet 2011 (Réf : 11/CRAT A.991-AN) relatives à la 1^{re} phase de l'étude d'incidences : PREND ACTE ET EST FAVORABLE A LA POURSUITE DE L'ETUDE.

La Commission prend acte du constat du bureau d'études relatif au caractère pénalisant, pour le développement économique, de l'imposition concomitante des deux conditions, à savoir réserver la zone aux activités industrielles liées aux processus de transformation du bois et de valorisation de la filière bois et l'utilisation de la desserte ferroviaire sauf lorsque l'activité constitue l'accessoire de l'activité industrielle. La CRAT avait d'ailleurs demandé d'adapter cette prescription dans son avis précédent.

Au vu de ce constat, la CRAT insiste pour que la prescription « *S.50 » sur la ZAEI affine son analyse en phase 2, en intégrant notamment les impacts opérationnels et tarifaires liés à l'utilisation de la desserte ferroviaire.

A propos de cet usage du raccordement ferroviaire et afin d'éviter toute ambiguïté, la CRAT insiste pour que l'auteur de projet clarifie la rédaction de ses propositions en ce qui concerne la prescription « *S.50 » et ce qu'il appelle « la plate-forme de transbordement ».

La CRAT rappelle son souhait d'aborder le tracé du futur RAVeL « Bastogne-Eupen » qui relève davantage de la phase 2 de l'étude.

Par ailleurs, la CRAT recommande de procéder dans la seconde phase de l'étude d'incidences à une analyse attentive de l'ensemble des compensations afin d'éviter toute surcompensation. Elle insiste pour que le choix des compensations soit guidé par le principe d'éviter le morcellement des zonages du plan de secteur afin d'en préserver la cohérence et par la faisabilité des désaffectations. Elle recommande dès lors que des contacts soient pris avec les différents acteurs concernés afin de connaître leurs éventuelles intentions pour les sites visés (commune de Gouvy, permis administratifs délivrés et échéances, projets de développement des exploitants...).

3. Considérations du 12 avril 2012 (Réf : CRAT/12/AV.147) relatives à la 2^e phase de l'étude d'incidences : PREND ACTE ET EST FAVORABLE A LA POURSUITE DE L'ETUDE.

La CRAT réitère sa recommandation émise lors de la 1^{re} phase de l'étude d'incidences relative à l'avant-projet de cette révision de plan de secteur, à savoir d'adapter la prescription « *S.50 » pour que la zone soit réservée aux entreprises liées aux processus de transformation du bois et de valorisation de la filière bois et/ou utilisant la desserte ferroviaire, sauf lorsque l'activité constitue l'accessoire de l'activité industrielle.

Sans remettre en cause l'opportunité d'une plate-forme de transbordement sur le site étudié, la CRAT estime que cette proposition nécessiterait d'être davantage argumentée et motivée en s'appuyant sur une analyse quantitative détaillant notamment son emprise au sol et sa mise en œuvre.

Par ailleurs, la Commission recommande que la rédaction de certaines parties du résumé non technique, plus particulièrement les variantes de condition de mise en œuvre et de délimitation, soit plus détaillées et compréhensibles. La CRAT tient à rappeler que le résumé non technique est un document qui doit se suffire à lui-même.

Enfin, la CRAT s'étonne que le processus de compensation planologique fasse mention du respect du principe de proportionnalité, principe lié aux compensations alternatives, et demande dès lors que la partie de l'étude ayant trait aux compensations planologiques soit vérifiée.

AVIS

La CRAT est favorable à l'objectif de la révision du plan de secteur qui vise à développer un parc d'activité économique bi-modal thématique « bois » sur le territoire communal de Gouvy.

1. Sur l'inscription d'une zone d'activité économique industrielle assortie de la prescription supplémentaire « *S.50 »

La CRAT est favorable à l'inscription de cette zone.

Elle estime en effet que l'inscription de cette zone répond à un besoin en terrains dédiés à l'activité économique dans cette région. Elle considère en outre que la thématique proposée pour le nouveau parc d'activité économique, parc thématique « bois » desservi par la route et le rail, apparaît comme une opportunité pour la cette sous-région et ce, à plusieurs égards :

- valorisation d'une ressource naturelle locale importante;
- attrait de l'exportation vers les régions transfrontalières;
- mise en place d'une alternative au transport par route via la liaison au rail.

La Commission apprécie par ailleurs que sa proposition de modification de la prescription supplémentaire « *S.50 » dans ces précédents avis ait été reprise, à savoir : « la zone d'activité économique industrielle est réservée aux activités liées à un processus de transformation du bois ou de valorisation de la filière bois et/ou utilisant la desserte ferroviaire desservant la zone, sauf lorsque l'activité constitue l'accessoire de l'activité industrielle ».

2. Sur l'inscription d'une zone d'activité économique mixte

La CRAT est favorable à l'inscription de cette zone.

3. Sur l'inscription d'une zone d'habitat à caractère rural

La CRAT est favorable à l'inscription de cette zone.

4. Sur l'inscription des compensations planologiques

La CRAT est favorable à l'inscription de l'ensemble des zones prévues au titre de compensation planologiques à l'exception de :

- de la zone agricole et de la zone forestière située le long de la N827 à la sortie de Gouvy, au lieu-dit « Thier del Hate » au titre de compensation planologique;
- de la zone forestière au nord-est de Cierreux au titre de compensation planologique.

La Commission considère en effet problématique que des terrains puissent être concernés par une compensation planologique sans que les propriétaires de ces terrains n'aient été informés dans des délais leur permettant de réagir constructivement à la révision de plan de secteur.

Concernant la compensation au lieu-dit « Thier del Hate », la CRAT appuie l'avis de la commune de Gouvy recommandant de maintenir cette zone à l'urbanisation et, en contrepartie, de transformer la zone d'aménagement communal concerté à Bovigny en zone agricole ou zone de parc.

5. Sur la qualité de l'étude d'incidences

La CRAT estime que l'étude est de qualité satisfaisante.

Elle regrette que l'étude d'incidences sur l'environnement n'ait pas davantage détaillé les aspects suivants :

- l'analyse des compensations planologiques et leurs alternatives dont notamment la vérification du potentiel carrier de l'ancienne carrière de Cierreux;

- l'analyse agricole;

- les liens entre l'historique du dossier et les propositions formulées.

Pour la CRAT,

Pierre GOVAERTS,

Président

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 novembre 2013 adoptant définitivement le projet de révision du plan de secteur de Bastogne (planches 55/8, 56/5, 56/6 et 61/1) en vue de l'inscription de zones d'activité économique sur le territoire de la commune de Gouvy (Courtil).

Namur, le 7 novembre 2013.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,

Ph. HENRY

ANNEXE 4 : Déclaration environnementale

Déclaration environnementale relative à l'adoption définitive de la révision du plan de secteur de Bastogne (planches 55/8, 56/5, 56/6 et 61/1) en vue de l'inscription de zones d'activité économique sur le territoire de la commune de Gouvy (Courtil).

I. Introduction

La présente déclaration environnementale est requise en vertu de l'article 44, alinéa 2, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'énergie (ci-après, le Code).

Elle accompagne l'arrêté du Gouvernement wallon adoptant définitivement la révision du plan de secteur de Bastogne (planches 55/8, 56/5, 56/6 et 61/1) en vue de l'inscription de zones d'activité économique sur le territoire de la commune de Gouvy (Courtil). Elle est publiée au *Moniteur belge* en même temps que ledit arrêté.

La présente déclaration environnementale résume la manière dont les considérations environnementales ont été intégrées dans la révision du plan de secteur et dont l'étude d'incidences, les avis, les réclamations et les observations ont été pris en considération.

Cette déclaration environnementale résume également les raisons des choix de la révision du plan de secteur, compte tenu des autres solutions raisonnables envisagées.

Etant de nature synthétique, la présente déclaration environnementale renvoie pour le détail au texte de l'arrêté du Gouvernement wallon.

Dans un souci de lisibilité, la déclaration environnementale se subdivise en trois chapitres : le premier est consacré à l'objet de la révision du plan de secteur, le second à la chronologie de la révision du plan de secteur et le troisième aux considérations environnementales.

II. Objet de la révision du plan de secteur.

La révision du plan de secteur de Bastogne (planches 55/8, 56/5, 56/6 et 61/1) en vue de l'inscription de zones d'activité économique sur le territoire de la commune de Gouvy (Courtil) porte sur l'inscription :

- d'une zone d'activité économique industrielle;

- d'une zone d'activité économique mixte;

- d'une zone d'habitat à caractère rural;

et à titre de compensation planologique :

- de cinq zones forestières;

- de huit zones agricoles;

sur le territoire de la commune de Gouvy.

La prescription supplémentaire suivante repérée par le sigle « *S.50 » est d'application dans la zone d'activité économique industrielle inscrite au plan de secteur : « La zone d'activité économique industrielle est réservée aux activités à caractère industriel liées à un processus de transformation du bois ou de valorisation de la filière bois et/ou utilisant la desserte ferroviaire desservant la zone, sauf lorsque l'activité constitue l'accessoire de l'activité industrielle ».

La mesure d'aménagement suivante est imposée : « Le gestionnaire du parc d'activités économiques est tenu d'assurer l'accès à la voie ferrée à toutes les entreprises désireuses de l'utiliser ».

III. Chronologie de la révision du plan de secteur

7 mai 2009. — Envoi de la demande d'IDELUX au conseil communal de Gouvy.

20 mai 2009. — Information du public, conformément aux articles D.29-5 et D.29-6 du Livre 1^{er} du Code de l'environnement.

8 juin 2009. — Réception par le Gouvernement de la demande adressée par l'IDELUX portant sur l'inscription d'une zone d'activité économique industrielle de 72 ha et d'une zone d'activité économique mixte de 15 ha sur le territoire de la commune de Gouvy, en application de l'article 42bis du Code.

8 juillet 2010. — Arrêté du Gouvernement wallon décidant de la révision du plan de secteur de Bastogne (planches 55/8, 56/5, 56/6 et 61/1) et adoptant l'avant-projet de révision de plan en vue de l'inscription de zones d'activité économique sur le territoire de la commune de Gouvy.

6 octobre 2010. — Notification au Gouvernement wallon de la désignation du bureau Impact, agréé à cet effet, pour réaliser l'étude d'incidences relative à l'avant-projet de plan.

21 octobre 2010. — Arrêté du Gouvernement wallon décidant de faire réaliser une étude d'incidences sur l'avant-projet de révision du plan de secteur de Bastogne (planches 55/8, 56/5, 56/6 et 61/1).

19 septembre 2012. — Dépôt de la version finale de l'étude.

15 novembre 2012. — Adoption provisoire du projet de révision du plan de secteur de Bastogne (planches 55/8, 56/5, 56/6 et 61/1) en vue de l'inscription de zones d'activité économique sur la commune de Gouvy.

20 mars au 3 mai 2013. — Enquête publique dans la commune de Gouvy.

22 mars 2013. — Séance d'information à Gouvy.

3 mai 2013. — Séance de clôture de l'enquête publique à Gouvy.

8 mai 2013. — Réunion de concertation à Gouvy.

10 juin 2013. — Avis, assorti de remarques, du conseil communal de Gouvy.

18 juillet 2013. — Avis favorable, assorti de remarques, du CWEDD.

29 juillet 2013. — Avis favorable, assorti de remarques, de la commission de gestion du parc naturel des deux Ourthes.

29 août 2013. — Avis favorable, assorti de remarques, de la CRAT.

IV. Considérations environnementales

A l'issue de la phase de consultation et de concertation le Gouvernement wallon a procédé aux adaptations du projet de plan soumis à enquête publique afin de rencontrer les réclamations et observations et les avis, dès lors que ces derniers étaient justifiés et contribuaient à optimiser la prise en compte des enjeux environnementaux.

La présente déclaration ne porte que sur les considérations environnementales pour lesquelles, à l'une ou l'autre étape du processus de révision de plan de secteur présenté ci-dessus, un impact - positif ou négatif - a été identifié. Elle établit la synthèse de la manière dont le présent arrêté adoptant définitivement la révision du plan de secteur les a prises en considération renvoyant pour le détail au texte de l'arrêté et à l'avis de la CRAT.

L'auteur d'étude a identifié que les effets principaux de l'avant-projet de plan concernent l'activité agricole, la mobilité, l'air et le climat.

Un certain nombre d'autres incidences ont été évoquées par l'auteur d'étude ou dans le cadre de la phase de consultation et de concertation :

- incidences sur l'ambiance sonore;
- incidences sur les eaux superficielles;
- incidences sur la santé et la sécurité de l'homme;
- incidences sur le paysage.

Le Gouvernement wallon a ainsi pris les décisions exposées ci-après :

1. Incidences sur l'activité agricole.

La principale incidence des nouvelles zones d'activité économique concerne la perte de terres cultivées de qualité moyenne à bonne. Le Gouvernement wallon a abandonné une compensation planologique peu valorisable sur le plan de l'activité agricole (Tier del Hate) pour affecter à l'agriculture la zone d'aménagement communal concerté de Longchamps.

2. Incidences liées à la mobilité.

Le Gouvernement wallon a décidé d'ouvrir la future zone d'activité économique industrielle à d'autres activités industrielles, pourvu qu'elles utilisent la desserte ferroviaire, afin de se prémunir dans l'avenir contre une sous utilisation éventuelle du potentiel ferroviaire existant par les entreprises liées aux processus de transformation du bois et de valorisation de la filière bois. Le libellé de la prescription supplémentaire repérée par le sigle « *S.50 » sur le plan a dès lors été modifié comme suit : « La zone d'activité économique industrielle est réservée aux activités liées à un processus de transformation du bois ou de valorisation de la filière bois et/ou utilisant la desserte ferroviaire desservant la zone, sauf lorsque l'activité constitue l'accessoire de l'activité industrielle ».

Afin de garantir « l'utilisation du raccordement ferré », l'auteur d'étude proposait : soit de « réserver un accès au rail pour les entreprises désireuses de l'utiliser », soit d'envisager un phasage de l'occupation des zones.

Le Gouvernement wallon a choisi de pérenniser l'accès à la voie ferrée indépendamment et au-delà de la mise en œuvre de la révision du plan de secteur via une mesure d'aménagement au sens de l'article 23, § 3, 3^o, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie, qui impose au gestionnaire du parc d'activités économiques d'assurer l'accès à la voie ferrée à toutes les entreprises désireuses de l'utiliser.

La réalisation du contournement routier du village de Courtil aura également un effet positif pour les habitants de Bovigny, Courtil et Gouvy.

3. Incidences sur la qualité de l'air.

Il est acquis que le report du trafic routier vers le rail aura également un effet positif sur la qualité de l'air. Aussi les décisions relatives à la bimodalité contribueront elles positivement dans ce domaine de l'environnement.

Les autres mesures proposées par l'auteur d'étude pour éviter, réduire ou compenser les effets négatifs des zones d'activité économique sur la qualité de l'air ne relèvent pas de l'échelle du plan de secteur. Elles relèvent d'autres législations en Région wallonne qui fixent des règles générales.

4. Incidences sur l'ambiance sonore.

Il n'y a pas lieu de mettre en œuvre de mesures spécifiques à l'échelle du plan de secteur pour éviter, réduire ou compenser les effets négatifs cumulés des éoliennes, du broyeur de la scierie du Pôle Ardenne Bois et des entreprises sur l'ambiance sonore dès lors que la simulation effectuée par l'auteur d'étude indique que les valeurs limites autorisées (jour : 50 dBA; nuit : 40 dBA) ne sont pas dépassées, ni dans les zones d'habitat les plus proches, ni pour les habitations existantes et qu'il existe en Région wallonne une législation qui fixe des limites de bruit pour les établissements classés.

5. Incidences sur les eaux de surface

Il n'y a pas lieu de mettre en œuvre des mesures spécifiques à l'échelle du plan de secteur pour éviter, réduire ou compenser les effets négatifs de la nouvelle zone d'activité économique sur les eaux de surface et souterraines.

Deux bassins de gestion des eaux permettront d'assurer un rôle tampon dans l'évacuation des eaux, de sédimentation en amont du ruisseau de Neuf Pré, et écologique dans le cheminement des eaux. La révision du PASH permettra également d'intégrer l'assainissement des nouvelles zones dans un plan global.

6. Incidences sur la santé et la sécurité de l'homme

Il est acquis que le report du trafic routier vers le rail aura également un effet positif sur la santé et la sécurité de l'homme. Aussi les décisions relatives à la mobilité y contribueront elles également dans ce domaine de l'environnement.

Il n'y a pas lieu de mettre en œuvre des mesures spécifiques à l'échelle du plan de secteur pour éviter, réduire ou compenser les effets négatifs des nouvelles zones d'activité économique sur la santé et la sécurité de l'homme.

La réalisation du contournement routier du village de Courtil aura également un effet positif sur le confort de vie des habitants de Bovigny, Courtil et Gouvy.

Des précautions sont à prendre à proximité des éoliennes : éviter la présence d'un nombre important de personnes et d'activités sensibles.

7. Incidences sur le paysage

Il n'y a pas lieu de mettre en œuvre des mesures spécifiques à l'échelle du plan de secteur pour éviter, réduire ou compenser les effets négatifs de la nouvelle zone d'activité économique sur le paysage.

Les nivellements projetés dans la zone par le dossier de base limiteront la perception visuelle des bâtiments implantés dans la zone.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 novembre 2013 adoptant définitivement le projet de révision du plan de secteur de Bastogne (planches 55/8, 56/5, 56/6 et 61/1) en vue de l'inscription de zones d'activité économique sur le territoire de la commune de Gouvy (Courtil).

Namur, le 7 novembre 2013.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2013/206818]

7. NOVEMBER 2013 — Erlass der Wallonischen Regierung zur endgültigen Verabschiedung des Projekts zur Revision des Sektorenplans von Bastogne (Karten 55/8, 56/5, 56/6 und 61/1) zwecks der Eintragung von Gewerbegebieten auf dem Gebiet der Gemeinde Gouvy (Courtil)

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2009 zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Dezember 2011 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Regierung;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie (CWATUPE);

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 5. September 1980 zur Festlegung des Sektorenplanes von Bastogne, insbesondere abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 10. August 1988 und die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 29. Juli 1993, 26. Juni 1997 und 1. April 1999;

Aufgrund des am 27. Mai 1999 durch die Wallonische Regierung verabschiedeten Entwicklungsplans des regionalen Raums (SDER);

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Juli 2010, durch den beschlossen wird, den Sektorenplan von Bastogne (Karten 55/8, 56/5, 56/6 und 61/1) einer Revision zu unterziehen, und zur Verabschiedung des Vorentwurfs des Plans zwecks der Eintragung von Gewerbegebieten auf dem Gebiet der Gemeinde Gouvy;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Oktober 2010, durch den beschlossen wird, über den durch Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. Juli 2010 angenommenen Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans von Bastogne (Karten 55/8, 56/5, 56/6 und 61/1) eine Umweltverträglichkeitsprüfung durchführen zu lassen.

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. November 2012 zur vorläufigen Verabschiedung des Projekts zur Revision des Sektorenplans von Bastogne (Karten 55/8, 56/5, 56/6 und 61/1) zwecks der Eintragung von Gewerbegebieten auf dem Gebiet der Gemeinde Gouvy;

Aufgrund der in Anlage 2 zu vorliegendem Erlass verzeichneten Bemerkungen und Beschwerden, die im Laufe der vom Mittwoch 20. März 2013 bis zum Freitag 3. Mai 2013 in der Gemeinde Gouvy abgehaltenen öffentlichen Untersuchung von interessierten Drittpersonen erörtert worden sind;

Aufgrund der Informationsveranstaltung, die am Freitag 22. März 2013 in Gouvy stattgefunden hat;

Aufgrund des Protokolls der Versammlung zum Abschluss der öffentlichen Untersuchung, die am Freitag 3. Mai 2013 von 14h bis 15h in Gouvy stattgefunden hat;

Aufgrund des Protokolls der Konzertierungsversammlung, die am Abschluss der öffentlichen Untersuchung, am Mittwoch 8. Mai 2013 in Gouvy stattgefunden hat;

Aufgrund des mit Bemerkungen versehenen günstigen Gutachtens des Gemeinderats Gouvy vom 10. Juni 2013;

Aufgrund des am 18. Juni 2013 durch den kommunalen Beratungsausschuss für Raumordnung und Mobilität (CCATM) der Gemeinde Gouvy abgegebenen, mit Bemerkungen versehenen Gutachtens;

Aufgrund des mit Bemerkungen versehenen günstigen Gutachtens des Wallonischen Umweltrates für eine nachhaltige Entwicklung (CWEDD) vom 18. Juli 2013, mit Bezugszeichen CWEDD/13/AV.934;

Aufgrund des vorbehaltlich günstigen Gutachtens der Verwaltungskommission des Naturparks "parc naturel des deux Ourthes" vom 29. Juli 2013;

Aufgrund des mit Bemerkungen versehenen günstigen Gutachtens des Regionalausschusses für Raumordnung (CRAT) vom 29. August 2013, mit Bezugszeichen CRAT/13/AV.345, welches die Anlage 3 zu vorliegendem Erlass bildet;

1. Allgemeine Beschwerden und Bemerkungen

1.1. Qualität der Umweltverträglichkeitsprüfung

In der Erwägung, dass der CWEDD der Ansicht ist, dass der Autor eine Umweltverträglichkeitsprüfung zufriedenstellender Qualität abgegeben hat und dass die zuständige Behörde darin alle nützlichen Elemente finden wird, um ihren Beschluss zu fassen;

In der Erwägung, dass der CRAT die Qualität der Umweltverträglichkeitsprüfung als zufriedenstellend beurteilt;

1.2. Kohärenz des Planentwurfs

In der Erwägung, dass der CCATM der Ansicht ist, dass die zusätzliche, auf dem Plan mit "S.50" gekennzeichnete Vorschrift nicht nur die Aufwertung des Holzsektors, sondern auch den gesamten Bausektor betreffen sollte, wobei der Eisenbahnanschluss grundsätzlich aufrecht zu erhalten wäre;

In der Erwägung, dass der Gemeinderat von Gouvy zum Schluss kommt, dass der Planentwurf angesichts des Umfangs der Akte, der Anzahl Beschwerden und der beanstandeten Elemente insgesamt kohärent ist;

In der Erwägung, dass der CWEDD über die Eintragung in den Sektorenplan von Bastogne eines industriellen Gewerbegebiets, eines gemischten Gewerbegebiets in Gouvy (Courtil) und eines Wohngebiets mit ländlichem Charakter in Deiffelt ein günstiges Gutachten abgibt;

In der Erwägung, dass die Verwaltungskommission des Naturparks "parc naturel des deux Ourthes" die Qualität und die Kohärenz des Entwurfs zur Revision des Sektorenplans hervorhebt, insbesondere was die verschiedenen Ausgleichsgebiete betrifft;

In der Erwägung, dass der CRAT das Ziel der Revision des Sektorenplans befürwortet, dass darin besteht, ein bimodales Gewerbegebiet für den Holzsektor zu entwickeln;

In der Erwägung, dass der CRAT über die Eintragung in den Sektorenplan von Bastogne eines industriellen Gewerbegebiets, eines gemischten Gewerbegebiets und eines Wohngebiets mit ländlichem Charakter ein günstiges Gutachten abgibt, und die zusätzliche, auf dem Plan mit "S.50" gekennzeichnete Vorschrift schätzt;

Antworten der Wallonischen Regierung

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung diese Gutachten zur Kenntnis nimmt, und hervorhebt, dass der Planentwurf dem Wunsch des CCATM bereits Rechnung trägt, indem er Aktivitäten mit industriellem Charakter, die den Eisenbahnanschluss benutzen, ohne notwendigerweise ein Holzverarbeitungs- oder aufwertungsverfahren darzustellen, genehmigt;

1.3. Verfahren

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer sich sehr darüber wundert, dass er nicht ausdrücklich und persönlich durch einen Einschreibebrief der Gemeinde über den Entwurf zur Abänderung der Zweckbestimmung seiner Grundstücke informiert worden ist;

In der Erwägung, dass der CRAT der Ansicht ist, dass es problematisch ist, dass bestimmte Grundstücke Gegenstand einer raumplanerischen Ausgleichsmaßnahme sein könnten, ohne dass deren Eigentümer darüber binnen Fristen informiert werden, die ihnen eine konstruktive Reaktion auf die Revision des Sektorenplans erlauben;

Antworten der Wallonischen Regierung

In der Erwägung, dass die öffentliche Untersuchung in der nach Artikel 4 und 43, §2 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie vorgeschriebenen Form stattgefunden hat, da die betreffende Bekanntmachung sowohl durch Anschlag als durch ein Inserat in den lokalen Seiten von drei Tageszeitungen (l'Avenir, Sud Presse, La Meuse und Vlan Echos) erfolgt ist;

In der Erwägung, dass das CWATUPE die persönliche Benachrichtigung der Eigentümer von durch den Planentwurf betroffenen Grundstücken nicht auferlegt;

In der Erwägung, dass der CRAT seine Bemerkung mit keinen genauen Tatbeständen belegt, die beweisen würden, dass bestimmte Reklamanten nicht die Möglichkeit hatten, wegen der für die öffentliche Untersuchung festgelegten Fristen auf den Planentwurf zu reagieren;

In der Erwägung, dass der Beschwerdeführer, der bedauert, dass er nicht persönlich informiert wurde, über das Stattfinden der öffentlichen Untersuchung genau Bescheid wusste, da er darauf reagiert hat, und während der Konzertierungsversammlung anwesend war, was im betreffenden Protokoll bescheinigt ist;

2. Auswirkungen des Planentwurfs

2.1. Lärmbelästigungen

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer mitteilen, dass sie bereits den negativen Auswirkungen (Lärm- und Landschaftsbelästigungen) von Windkraftanlagen ausgesetzt sind, und dass die mit der Niederlassung der neuen Aktivitäten des Pols Ardenne-Bois verbundenen Belästigungen noch hinzu kommen werden;

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer wünschen, dass die Ruhe in ihrem Viertel nicht gestört wird;

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer gerne über die gesamten Lärmbelästigungen (in Dezibel) durch die Windkraftanlagen und die Zerkleinerungsanlage der Sägerei des Pols Ardenne Bois informiert werden möchten;

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer verlangen, dass die die Zerkleinerungsanlage der Sägerei des Pols Ardenne Bois die Lärmnormen strikt einhält;

Antworten der Wallonischen Regierung

In der Erwägung, dass die Genehmigung für den Bau des Windparks von Halconreux am 28. Oktober 2009 erteilt wurde (UVP, S. 186);

In der Erwägung, dass das Büro CSD Consult im Rahmen dieses Genehmigungsantrags eine Lärmuntersuchung durchgeführt hat (Schlussbericht im Februar 2009) (UVP, S. 225);

In der Erwägung, dass die Genehmigung für den Bau und den Betrieb einer Sägerei am 25. November 2010 der SA Holzindustrie Pauls erteilt wurde (UVP, S. 186);

In der Erwägung, dass das Büro ATS im Rahmen dieses Genehmigungsantrags eine Lärmuntersuchung durchgeführt hat (Schlussbericht im Januar 2010) (UVP, S. 222);

In der Erwägung, dass diese Genehmigungen vor der Revision des Sektorenplans erteilt worden sind;

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung eine maximalistische Simulation des Lärms durchgeführt hat, der durch die Anlagen erzeugt wird, die in den neuen Gewerbegebieten eingerichtet werden könnten (UVP, S. 263); dass darauf hinzuweisen ist, dass er die Schlussfolgerungen der o.g. Studien berücksichtigt hat, da noch keine der von den Beschwerdeführern gemeinten Anlagen bereits gebaut war;

In der Erwägung, dass diese Simulation angibt, dass die erlaubten Grenzwerte (Tag : 50 dBA; Nacht : 40 dBA) weder in den am nächsten gelegenen Wohngebieten noch für die bestehenden Wohngebäude überschritten werden, dies sowohl tags- als nachtsüber (UVP, S. 263 und 264), was den Autor der Studie dazu führt, keine weitere Empfehlung zu geben als diejenige, die darin besteht, den Betrieben, die sich in den neuen Gewerbegebieten niederlassen, eine strikte Einhaltung der in den Bestimmungen der Wallonischen Region vom 4. Juli 2002 über die eingestufteten Betriebe vorgeschriebenen Lärmgrenzen aufzuerlegen;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung demnach der Ansicht ist, dass im Rahmen des Sektorenplans keine spezifischen Maßnahmen zur Vermeidung, Reduzierung oder zum Ausgleich der negativen Auswirkungen auf die akustische Umgebung einzuführen sind;

2.2 Menschliche, landwirtschaftliche und touristische Aktivitäten

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer darauf hinweisen, dass der Entwurf die Arbeit ihres landwirtschaftlichen Betriebs beeinträchtigt, da er den Verlust von etwas weniger als 15 % ihrer Agrarfläche mit sich bringt, und der Ansicht sind, dass die ihnen im Anschluss an die Enteignung der Grundstücke gewährte Entschädigung nicht die Möglichkeit geben wird, Grundstücke mit einer vergleichbaren Fläche zu finden, wegen des in der Nähe zur luxemburgischen Grenzen bestehenden Baudrucks;

In der Erwägung, dass der CWEDD vorschlägt, ein bestehendes gemischtes Gewerbegebiet in ein Agrargebiet umzuwandeln, um es einem der drei Landwirte zu ermöglichen, einen Teil (4 ha) der verlorenen Fläche zurückzugewinnen;

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer darauf hinweist, dass die Verkleinerung der als Freizeitgebiet dienenden Flächen in Cherapont das Verschwinden einer Möglichkeit der wirtschaftlichen Entwicklung mit sich bringt;

Antworten der Wallonischen Regierung

In der Erwägung, dass der in der Beschwerde genannte landwirtschaftliche Betrieb der Betrieb Nr. 6 in der Umweltverträglichkeitsprüfung ist (UVP, S. 244);

In der Erwägung, dass, obwohl 11,27 % der landwirtschaftlichen Fläche dieses Betriebs durch den Planvorentwurf betroffen ist (UVP, S. 279), dessen Größe jedoch weit oberhalb des Ardenner Durchschnitts ist, und dass die betroffene Parzelle nicht in der Nähe des Betriebssitzes ist;

In der Erwägung, dass die für die Einrichtung des neuen Gewerbegebiets erforderlichen Enteignungen von den Entscheidungen des Projektträgers zu dieser Frage abhängen werden; dass er in der Tat einen entsprechenden Antrag in der Akte stellen kann, die er zwecks der Anwendung der Bestimmungen des Dekrets vom 11. März 2004 über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten erstellen wird; dass die Beschwerdeführer ihre Beschwerden und Bemerkungen werden gelten lassen können, wenn der Antrag einer öffentlichen Untersuchung unterzogen wird;

In der Erwägung, dass es demnach keinen Anlass zur Berücksichtigung von Beschwerden über Enteignungen im Rahmen des vorliegenden Verfahrens gibt;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung deutlich darauf hinweist, dass der von ihr angenommene Planentwurf die Eintragung von 47 ha neuer Agrargebiete in den Sektorenplan von Bastogne vorsieht, d.h. 87 % der Fläche des Agrargebiets, dessen Umwandlung in Gewerbegebiete von ihr geplant wird;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung darauf hinweist, dass der Planentwurf ein touristisches Entwicklungspotential um den See von Cherapont aufrechterhält, da nur ein Teil des im Sektorenplan eingetragenen touristischen Potentials dieser Aktivität entzogen wird;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung ebenfalls betont, dass ihre Wahl Grundstücke betrifft, die für die eventuelle Weiterentwicklung bestehender Aktivitäten wenig nützlich sind, und deren reelles Entwicklungspotential für Freizeitaktivitäten wegen der Auflagen in Verbindung mit ihrer Umsetzung äußerst schwach ist;

In der Erwägung, dass diese Analyse in der Umweltverträglichkeitsprüfung bestätigt wird, da Letztere darauf hinweist, dass die dem Freizeitgebiet entnommenen Grundstücke Umsetzungsschwierigkeiten aufweisen wegen ihres Reliefs, der Nähe zum Natura 2000-Gebiet Nr. 34024 (unteres Becken der östlichen Ourthe), ihrer Teilung durch die Straße N838 und ihrer zum Teil bereits bestehenden Bestimmung als Agrargebiet (UVP, S. 155); dass die Beschwerde in Verbindung mit den Auswirkungen des Planentwurfs auf die touristische Aktivität somit zu nuancieren ist;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung letztendlich die Tatsache betont, dass, wenn die Abschaffung von drei Teilen des im Sektorenplan in Höhe des Sees von Cherapont eingetragenen Freizeitgebiets nur 18,6 % der Fläche betrifft, die von den sieben im Sektorenplan im Gebiet der Gemeinde Gouvy eingetragenen Freizeitgebieten gedeckt wird, sie noch weniger die Fläche beeinträchtigen wird, die durch die im Sektorenplan von Bastogne eingetragenen Freizeitgebiete gedeckt wird, wo die Bedürfnisse dieses Bereichs weitgehend erfüllt sind (65 Gebiete für eine Fläche von 686 Ha);

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung schlussfolgernd daran erinnert, dass die Option der Entwicklung eines neuen auf den Holzsektor zentrierten und mit der Eisenbahn erreichbaren Pols angesichts der wirtschaftlichen und sozialen Bedürfnisse, insbesondere in Sachen Beschäftigung im übergemeindlichen Wirtschaftsbecken Gouvy-Houffalize-Vielsalm, vom Autor der Studie bestätigt worden ist, und darauf hinweist, dass die Fläche, die sie dieser Aktivität vorbehalten will, nicht nur genau berechnet worden ist, sondern auch nur geringe Belästigungen für die Entwicklung der landwirtschaftlichen und touristischen Aktivitäten im Bezugsgebiet darstellen wird, angesichts des bereits bestehenden Angebots zur Erfüllung der Bedürfnisse für diese beiden Tätigkeitsbereiche;

3. Raumplanerische Ausgleichsmaßnahmen

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer fragt, auf welcher gesetzlichen Basis der Grundsatz der Verhältnismäßigkeit beruht, und angibt, dass er diesen Grundsatz nicht befürwortet;

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer den wirtschaftlichen Schaden anprangern, der sich aus der Umwandlung von zur Verstärkung bestimmten Grundstücken in nicht zur Verstärkung bestimmte Grundstücke ergibt;

In der Erwägung, dass der CWEDD über die Abänderung in ein Forstgebiet des gemischten Gewerbegebiets, das durch die Eisenbahnlinie 42 und den Bahnkörper der stillgelegten Eisenbahnlinie 163 Gouvy - Sankt-Vith abgegrenzt ist, ein ungünstiges Gutachten abgibt;

In der Erwägung, dass der CWEDD vor Ort festgestellt hat, dass der Norden des Gebiets seit dem Ende der Umweltverträglichkeitsprüfung aufgeschüttet worden ist, so dass dieser Bereich für die Forstwirtschaft nicht mehr zu benutzen ist;

In der Erwägung, dass der CWEDD der Ansicht ist, dass eine andere Zweckbestimmung als ein Forstgebiet vorzuziehen ist, und dass es begründet wäre, in den Sektorenplan dort, wo die Aufschüttung stattgefunden hat, ein Grüngelände einzutragen, um eine natürliche, spontane Vegetationsinsel zu schaffen, und im Süden, dort wo die Grundstücke bereits zu landwirtschaftlichen Zwecken dienen, ein Agrargebiet zu schaffen;

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer der Ansicht ist, dass die Umwandlung des Abbaugebiets im Nordosten von Cierreux diesem Dorf einen wirtschaftlichen Verlust zufügt, da der Steinbruch nun ein Forstgebiet wird; dass er der Ansicht ist, dass dieser Steinbruch zweifellos einen wirtschaftlichen Wert hat und über unveräußerliche Rechte verfügt; dass er der Ansicht ist, dass die Umwandlung in ein Forstgebiet diesem Bereich jede Gewinnmöglichkeit entzieht, da es unmöglich ist, dort Anpflanzungen durchzuführen;

In der Erwägung, dass der CWEDD feststellt, dass das Gebiet fast ganz durch einen Standort von großem biologischem Interesse (Besenheideland, Teiche und Feuchtgebiete, aber ohne bemerkenswerte Forstlandschaft) gedeckt ist, und der Ansicht ist, dass die zweckmäßigste Option für die Aufrechterhaltung dieser biologischen Trümpfe ein Naturgebiet wäre, was die Entwaldung vereinfachen würde;

In der Erwägung, dass die Verwaltungskommission des Naturparks "parc naturel des deux Ourthes" der Ansicht ist, dass die Zweckbestimmung als Forstgebiet der biologischen Qualität des Standorts schaden könnte, und dass eine Zweckbestimmung als Naturgebiet eher dem realen Umfeld entspräche;

In der Erwägung, dass der CRAT der Umwandlung des Abbaugebiets in ein Forstgebiet nicht zustimmt;

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer sich über die Tatsache wundert, dass die Wallonische Regierung eine Umwandlung des nordöstlich der N827, an der Ausfahrt von Gouvy am Ort genannt "Tier del Hate" liegenden Wohngebiets mit ländlichem Charakter in ein Agrargebiet und in ein Forstgebiet vorgeschlagen hat, da man mit einem Mangel an Baugrundstücken konfrontiert ist, und er ungerecht findet, dass eine Städtebaugenehmigung in dem gerade gegenüber liegenden Wohngebiet mit ländlichem Charakter erteilt wurde, obwohl der Boden dort sumpfig ist;

In der Erwägung, dass der CCATM von Gouvy über die von der Wallonischen Regierung an der Ausfahrt von Gouvy, am Ort genannt "Tier del Hate" vorgeschlagene raumplanerische Ausgleichsmaßnahme ein ungünstiges Gutachten abgegeben hat;

In der Erwägung, dass sich der Gemeinderat von Gouvy mit dem Planentwurf einverstanden erklärt hat, unter der Bedingung, dass die o.g. Zonen als zur Verstärkung bestimmtes Gebiet aufrechterhalten werden;

In der Erwägung, dass der CWEDD der Ansicht ist, dass die Umwandlung des nordöstlich der N827, an der Ausfahrt von Gouvy liegenden Wohngebiets mit ländlichem Charakter in ein Agrargebiet und in ein Forstgebiet keine interessante Ausgleichsmaßnahme darstellt, da es bereits urbanisiert ist, und gegenüber urbanisierten Grundstücken liegt;

In der Erwägung, dass der CRAT die Eintragung des Agrargebiets und des Forstgebiets entlang der N827 an der Ausfahrt von Gouvy in den Sektorenplan von Bastogne nicht befürwortet;

In der Erwägung, dass sich der Gemeinderat von Gouvy einstimmig mit dem Planentwurf einverstanden erklärt hat, unter der Bedingung, dass das Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung von Longchamps als Agrargebiet oder Parkgebiet bestimmt wird;

In der Erwägung, dass der Gemeinderat von Gouvy die Tatsache feststellt, dass das Gebiet für konzertierte kommunale Raumordnung von Longchamps (4 Ha) in Bovigny, obwohl es in der Nähe eines Freizeitgebiets mit einem potentiellen Interesse liegt, sich in einem feuchten und sumpfigen Gebiet befindet, und sich somit nicht zur Urbanisierung eignet;

In der Erwägung, dass der CRAT die Empfehlung der Gemeinde Gouvy unterstützt, die darin besteht, das in Bovigny gelegene Gebiet für konzertierte kommunale Raumordnung in ein Agrar- oder Parkgebiet umzuwandeln;

Antwort der Wallonischen Regierung

In der Erwägung, dass der Grundsatz der Verhältnismäßigkeit in Artikel 46, § 1, 3° des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie definiert ist;

In der Erwägung, dass Artikel 70 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie die Bedingungen für die Entschädigung festlegt, die ggf. je nach Fall von der Region oder der Gemeinde zu zahlen wäre; dass die Personen, die diese Bedingungen erfüllen, beim Gericht erster Instanz einen entsprechenden Antrag stellen können;

In der Erwägung, dass der Mechanismus des raumplanerischen Ausgleichs die Herstellung eines Gleichgewichts zwischen den zur Verstärkung bestimmten Gebieten und den nicht zur Verstärkung bestimmten Gebieten erforderlich macht statt eines Gleichgewichts hinsichtlich der Anzahl der verteilten Gebiete; dass die Wallonische Regierung nicht rechtlich verpflichtet ist, für die landwirtschaftliche Tätigkeit ein Potenzial freizugeben, das demjenigen entspricht, das sie zu ändern vorhat;

In der Erwägung, dass das gemischte Gewerbegebiet, das durch die Eisenbahnlinie 42 und den Bahnkörper der stillgelegten Eisenbahnlinie 163 Gouvy - Sankt-Vith abgegrenzt ist, zur Zeit als kultivierte Agrarparzelle mit einer Fläche von 2,75 Ha, mit Aufschüttungen und einer bewaldeten Fläche, benutzt wird;

In der Erwägung, dass Artikel 36 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie vorschreibt, dass "das Forstgebiet für die Forstwirtschaft und für die Erhaltung des ökologischen Gleichgewichts bestimmt ist"; dass diese beiden Funktionen im betreffenden Raum bereits zusammen vorhanden sind;

In der Erwägung, dass das Gebiet im Sektorenplan von einem Forstgebiet umgeben ist, und der CRAT darauf besteht, dass die Zoneneinteilung im Sektorenplan nicht zerstückelt wird;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung aus diesen Gründen die Motivierung behält, die bei der vorläufigen Annahme des Plans erörtert worden war, und beschließt, die Eintragung dieses Forstgebiets in den Sektorenplan zu bestätigen;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung einerseits darauf hinweist, dass der ehemalige, nordöstlich des Dorfes Cierreux gelegene Steinbruch nach den Angaben des Inventars der Bodenschätze und der Aussichten der langfristigen Bedürfnisse der Abbaubauindustrie in der Wallonischen Region (Studie "Poty", April 2001) für den Abbau von Quarzsandstein kein Abbaupotential mehr aufweist, und sie andererseits auf die Tatsache aufmerksam macht, dass das im Sektorenplan angegebene Abbaugelände noch nicht ausgegraben, und bereits bewaldete Flächen aufweist, die selber an ein Forstgebiet grenzen;

In der Erwägung, dass obwohl der Autor der Studie das biologische Interesse eines Teils des Abbaugeländes nicht bestreitet, die Wallonische Regierung jedoch darauf hinweist, dass Letzterer dieses Interesse als nicht so bedeutend eingeschätzt hat, als dass er davon überzeugt würde, dass er aktive oder passive Schutzmaßnahmen für das Gebiet zu empfehlen hatte;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung ebenfalls feststellt, dass es wenig Dokumente über den Standort des ehemaligen Steinbruchs gibt, und sie über keinerlei Informationen über das etwaige Vorhandensein von gemeinschaftlichen Wohnanlagen verfügt;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung außerdem unterstreicht, dass die Gutachten des CWEDD und der Verwaltungskommission des Naturparks "parc naturel des deux Ourthes" hauptsächlich zum Zweck haben, die Behörden auf die negativen Auswirkungen einer rein forstwirtschaftlichen Bewirtschaftung des neuen Gebiets auf das bestehende Umfeld aufmerksam zu machen;

In der Erwägung, dass das Forstgebiet nach Artikel 36 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie nicht ausschließlich der Forstwirtschaft gewidmet sein muss, da es auch für die Aufrechterhaltung des ökologischen Gleichgewichts bestimmt ist; dass diese Vorschrift den Anliegen des CWEDD und der Verwaltungskommission des Naturparks "parc naturel des deux Ourthes" Rechnung trägt;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung aus diesen Gründen beschließt, die Eintragung eines Forstgebiets in den Sektorenplan zu bestätigen;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung ihren Vorschlag zur Umwandlung des nordöstlich der N827, an der Ausfahrt von Gouvy am Ort genannt "Tier del Hate" liegenden Wohngebiets mit ländlichem Charakter in ein Agrargebiet und in ein Forstgebiet angesichts der Gutachten des Gemeinderats von Gouvy und der regionalen Instanzen Neubewertet;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung erkennt, dass die bereits verwirklichten öffentlichen Ausrüstungen einerseits und die relative Entfernung der betroffenen Güter vom Zentrum von Gouvy und vom Bahnhof andererseits es ermöglichen, die zuerst festgehaltene Option zu ändern;

In der Erwägung, dass die durch die raumplanerische Ausgleichsmaßnahme betroffenen Grundstücke nämlich entlang einer öffentlichen Straße liegen, die mit einer ausreichenden Wasser- und Stromversorgung versehen ist, einen festen Belag und eine ausreichende Breite hat, und obwohl sie noch nicht über Abwasserkanalisationen verfügen, in einem gemeinsamen Entwässerungsgebiet im Sanierungsplan pro Zwischeneinzugsgebiet der Ourthe liegen, dessen Klärstation bereits funktionsfähig ist;

In der Erwägung, dass die durch die raumplanerische Ausgleichsmaßnahme betroffenen Grundstücke in einer solchen Entfernung vom Zentrum von Gouvy und vom Bahnhof gelegen sind, dass man davon ausgehen kann, dass sie vom ersten zu Fuß und vom zweiten mit dem Fahrrad erreicht werden können; dass sie auch mit den öffentlichen Verkehrsmitteln erreicht werden können (die Haltestelle "Gouvy Limerlé Scierie" wird durch 4 Linien bedient);

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung sich aus diesen Gründen den während der öffentlichen Untersuchung erörterten Stellungnahmen anschließt und auf die Umwandlung des nordöstlich der N827, an der Ausfahrt von Gouvy liegenden Wohngebiets mit ländlichem Charakter in ein Agrargebiet und in ein Forstgebiet verzichtet;

In der Erwägung, dass das in Bovigny, am Ort genannt "Longchamps", gelegene Gebiet für konzertierte kommunale Raumordnung im Stadium des Planvorentwurfs von der Wallonischen Regierung vorgeschlagen und vom Autor der Studie untersucht worden ist; dass Letzterer festgestellt hat, dass die Gestaltung dieses Gebiets in einem kommunalen Raumordnungsplan bestimmt war, dessen teilweise Abschaffung vom Gemeinderat von Gouvy beschlossen wurde;

In der Erwägung, dass, obwohl der Beschluss des Gemeinderats von Gouvy nicht den Umkreis des Gebiets selbst und des angrenzenden Freizeitgebiets betrifft, die Wallonische Regierung zum Zeitpunkt, wo der Planentwurf nun vorläufig festzuhalten ist, beschlossen hat, die Umwandlung des Gebiets für konzertierte kommunale Raumplanung in ein Agrargebiet als raumplanerische Ausgleichsmaßnahme nicht mehr vorzuschlagen, um auf die Untersuchung des vom Gemeinderat von Gouvy initiierten Antrags keinen Druck auszuüben;

In der Erwägung, dass der o.g. kommunale Raumordnungsplan durch einen Ministerialerlass vom 13. Mai 2013 teilweise aufgehoben worden ist, in Übereinstimmung mit dem Antrag der kommunalen Behörden; dass es somit kein Hindernis mehr gibt, um den Vorschlag des Gemeinderats von Gouvy im Rahmen vorliegenden Verfahrens zu untersuchen;

In der Erwägung, dass das in Bovigny, am Ort genannt "Longchamps", gelegene Gebiet für konzertierte kommunale Raumordnung durch den kommunalen Raumordnungsplan teilweise als Agrargebiet und, für den restlichen Teil, als "unterschiedliche Zonen", die offensichtlich für die Entfaltung von Freizeitaktivitäten in Verbindung mit denjenigen des angrenzenden Freizeitgebiets bestimmt sind, ausgewiesen wird; dass beim Lesen der Begründungen, die der Gemeinderat von Gouvy angegeben hat, um die teilweise Aufhebung des kommunalen Raumordnungsplans Nr. 2 zu beantragen, offensichtlich wird, dass diese beiden Gebiete ursprünglich für die Niederlassung einer Sport- und Freizeitanlage bestimmt waren, deren Ausstrahlung über die kommunale Ebene hinaus reichen sollte;

In der Erwägung, dass diese kommunalen Raumordnungsoptionen bei der Ausarbeitung des Sektorenplans von Bastogne nur teilweise berücksichtigt worden sind, da Letzterer einen Teil der an das Wohngebiet mit ländlichem Charakter angrenzenden Grundstücke als "Wohnerweiterungszone", heute "Gebiet für konzertierte kommunale Raumordnung" genannt, ausweist, dies wegen des Bestehens eines Parzellierungsprojekts der nationalen Gesellschaft für ländliche Wohnungsbauförderung;

In der Erwägung, dass weder die Sport- und Freizeitanlage, noch das Parzellierungsprojekt der nationalen Gesellschaft für ländliche Wohnungsbauförderung verwirklicht worden sind; dass die Wallonische Regierung der Ansicht ist, dass nichts dagegen spricht, dass die betroffenen Grundstücke für die Erfüllung anderer Bedürfnisse genutzt werden, die den aktuellen Erwartungen der Gesellschaft entsprechen;

In der Erwägung, dass der Gemeinderat von Gouvy in seinem Gutachten nicht das Bedürfnis ausdrückt, das Potential des bestehenden Freizeitgebiets auf das angrenzende Gebiet für konzertierte kommunale Raumordnung auszudehnen, obwohl das Fortbestehen der bestehenden landwirtschaftlichen Tätigkeit demgegenüber es ermöglichen sollte, ein Bedürfnis zu erfüllen, das in den zahlreichen, während der öffentlichen Untersuchung erörterten Beschwerden ausgedrückt wurde;

In der Erwägung, dass die im Umkreis des Gebiets für konzertierte kommunale Raumordnung gelegenen Grundstücke in der Tat für eine Weide benutzt sind; dass der Autor der Studie das Interesse der ursprünglich von der Wallonischen Regierung vorgeschlagenen raumplanerischen Ausgleichsmaßnahme sowie die im Planvorentwurf festgehaltene Zweckbestimmung bestätigt hat;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung sich aus diesem Grund den Gutachten des Gemeinderats von Gouvy und des CRAT anschließt, und beschließt, das in Bovigny, am Ort genannt "Longchamps" gelegene Gebiet für konzertierte kommunale Raumordnung in ein Agrargebiet umzuwandeln;

In der Erwägung, dass die drei Änderungen an den im Stadium des Planentwurf vorgeschlagenen raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen als Folge haben, dass die Oberfläche der raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen auf 80 % erhöht wird; dass diese der Fläche entspricht, die durch vorliegenden Erlass im Sektorenplan von Bastogne als zur Verstärkung bestimmtes Gebiet eingetragen ist;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung der Ansicht ist, dass der Plan, dessen endgültige Annahme sie vorhat, den Vorschriften von Artikel 46, § 1, 3^o des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie genügt;

In der Erwägung, dass die anderen Komponenten des Planentwurfs keine weiteren Bemerkungen oder Beschwerden veranlassen haben; dass die Wallonische Regierung somit die vorläufig beschlossenen Option aufrechterhält;

4. Archäologische Bewertung

In der Erwägung, dass der Autor der Studie vor der Einrichtung des Gewerbegebiets die Durchführung von mechanischen Prospektionsarbeiten auf den Parzellen empfiehlt, die noch nicht Gegenstand von archäologischen Sondierungen gewesen sind;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung beschließt, der Empfehlung des Autors der Studie Folge zu leisten und aufzuerlegen, dass eine archäologische Bewertung vor der Erschließung der neuen Gewerbegebiete stattfindet, die noch nicht Gegenstand von Sondierungen gewesen sind;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt, Raumordnung und Mobilität,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Revision des Sektorenplans von Bastogne (Karten 55/8, 56/5, 56/6, und 61/1), zwecks der Eintragung folgender Gebiete :

- ein industrielles Gewerbegebiet;
- ein gemischtes Gewerbegebiet;
- ein Wohngebiet mit ländlichem Charakter;

und als raumplanerischer Ausgleich :

- fünf Forstgebiete;
- acht Agrargebiete;

auf dem Gebiet der Gemeinde Gouvy, wird in Übereinstimmung mit beiliegender Karte endgültig verabschiedet.

Art. 2 - Folgende, mit "S.50" gekennzeichnete zusätzliche Vorschrift gilt in dem industriellen Gewerbegebiet, das durch den genannten Erlass im Sektorenplan eingetragen wird: "Das industrielle Gewerbegebiet ist den Tätigkeiten mit industriellem Charakter im Rahmen eines Verfahrens zur Verarbeitung des Holzes oder zur Aufwertung der Holzsparte, und/oder bei denen der Eisenbahnanschluss für die Zufahrt zum Gebiet benutzt wird, vorbehalten, außer wenn die Aktivität eine Nebentätigkeit zur industriellen Aktivität darstellt."

Art. 3 - Die folgende Raumordnungsmaßnahme wird auferlegt: "Der Verwalter des Gewerbegebiets ist verpflichtet, den Zugang zum Eisenbahnanschluss für die gesamten Unternehmen, die ihn benutzen möchten, zu gewährleisten".

Art. 4 - Eine archäologische Bewertung der neuen Gewerbegebiete, die noch nicht Gegenstand von Sondierungen gewesen sind, ist vor der Einrichtung dieser Gebiete durchzuführen. Der Zeitplan der Arbeiten betreffend die archäologische Bewertung wird je nach der Verfügbarkeit der betroffenen Gelände im Einvernehmen zwischen dem Betreiber des zukünftigen Gewerbegebiets und der Direktion der Archäologie des Öffentlichen Dienstes der Wallonie festgelegt.

Art. 5 - Die von der Regierung in Anwendung von Artikel 44 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie vorgelegte Umwelterklärung wird vorliegendem Erlass in der Anlage 4 beigefügt.

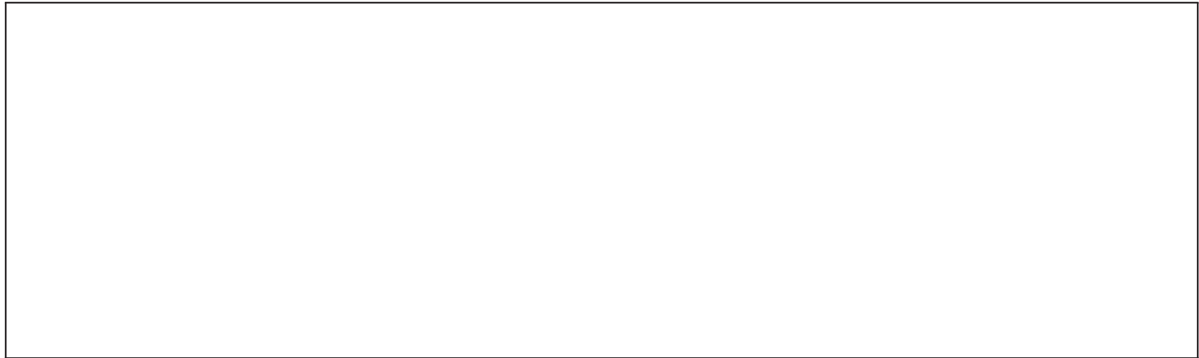
Art. 6 - Der Minister der Raumordnung wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 7. November 2013

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität
Ph. HENRY

ANLAGE 2 : Identifizierung der Beschwerdeführer



Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. November 2013 zur endgültigen Verabschiedung des Projekts zur Revision des Sektorenplans von Bastogne (Karten 55/8, 56/5, 56/6 und 61/1) zwecks der Eintragung von Gewerbegebieten auf dem Gebiet der Gemeinde Gouvy (Courtil) beigefügt zu werden.

Namur, den 7. November 2013

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität
Ph. HENRY

ANLAGE 3 : Gutachten des Regionalausschusses für Raumordnung (CRAT)

Gutachten des CRAT über den Entwurf zur Revision des Sektorenplans von Bastogne mit Hinblick auf die Eintragung von Gewerbegebieten auf dem Gebiet der Gemeinde Gouvy

EINLEITUNG Einreichung des Antrags und Antwort

- Durch ihr am 18. Juni 2013 eingegangenes Schreiben hat die Zelle für die räumliche Entwicklung das Gutachten des Regionalausschusses für Raumordnung (CRAT) über den besagten Entwurf beantragt.

- Gemäß Artikel 43 § 4 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie bezieht sich das Gutachten des CRAT auf die Akte mit dem Planentwurf, dem ebenfalls die Umweltverträglichkeitsprüfung und die während der öffentlichen Untersuchung erörterten Beanstandungen, Bemerkungen, Protokolle und Stellungnahmen beigefügt sind.

Beschreibung des Entwurfs

Der Entwurf zur Revision des Sektorenplans von Bastogne bezweckt:

- Die Eintragung auf dem Gebiet der Gemeinde Gouvy von:

* einem industriellen Gewerbegebiet mit der zusätzlichen Vorschrift "S.50";

* einem gemischten Gewerbegebiet;

* einem Wohngebiet mit ländlichem Charakter;

- Die Eintragung auf dem Gebiet von Gouvy, als raumplanerischer Ausgleich, von:

* sechs Forstgebieten;

* acht Agrargebieten

Im Entwurf wird ebenfalls die vorliegende Raumordnungsmaßnahme vorgesehen: "der Verwalter des Gewerbegebiets ist verpflichtet, den Zugang zum Eisenbahnanschluss für die gesamten Unternehmen, die ihn benutzen möchten, zu gewährleisten".

Vorgeschichte

Der CRAT hat drei Gutachten über den Entwurf zur Revision des Sektorenplans von Bastogne mit Hinblick auf die Eintragung von Gewerbegebieten auf dem Gebiet der Gemeinde Gouvy abgegeben.

1. Gutachten vom 26. August 2010 (Ref: 10/CRAT A.924-AN) über den Inhalt der Umweltverträglichkeitsprüfung bezüglich des Vorentwurfs zur Revision des Sektorenplans Bastogne mit Hinblick auf die Eintragung eines Gewerbegebiets in Gouvy: GÜNSTIG.

Der CRAT besteht jedoch darauf, dass die Studie die folgenden Elemente untersucht:

- 1° Die Übereinstimmung des Wortlauts der Vorschrift "S.50", laut deren die Niederlassung von Tätigkeiten mit industriellem Charakter im Rahmen eines Verfahrens zur Verarbeitung des Holzes oder zur Aufwertung der Holzsparte begrenzt ist, mit dem von IDELUX in der Grundakte geäußerten Antrag;

- Die in der Nähe des von dem Entwurf zur Revision des Sektorenplans betroffenen Gebiets verlaufende Trasse des zukünftigen RAVeL-Wegs "Bastogne-Eupen";

- Was den Wortlaut der Vorschrift "S.50" betrifft, so beantragt der CRAT ihre Anpassung, damit die Verwendung des Eisenbahnanschlusses nicht auferlegt sondern gefördert wird. Der CRAT ist nämlich der Ansicht, dass in bestimmten Fällen der Eisenbahnanschluss nicht möglich ist. Es ist nämlich der Fall für die Versorgung mit Holz aus den in der Nähe von Gouvy gelegenen Forstgebieten.

2. Erwägungen vom 14. Juli 2011 (Ref: 11/CRAT A.991-AN) über die erste Phase der Umweltverträglichkeitsprüfung: NIMMT DIES ZU KENNTNIS UND SPRICHT SICH FÜR DIE WEITERFÜHRUNG DER STUDIE AUS.

Der Ausschuss nimmt die Feststellung des Studienbüros zur Kenntnis, dass die gleichzeitige Auferlegung von zwei Bedingungen, nämlich das Vorbehalten für Tätigkeiten mit industriellem Charakter im Rahmen eines Verfahrens zur Verarbeitung des Holzes oder zur Aufwertung der Holzsparte und die Benutzung des Eisenbahnanschlusses, außer wenn die Aktivität eine Nebentätigkeit zur industriellen Aktivität darstellt, einen benachteiligenden Charakter hat. Der CRAT hatte übrigens in seinem ehemaligen Gutachten die Anpassung dieser Vorschrift beantragt.

Angesichts dieser Feststellung besteht der CRAT darauf, dass die Analyse der Vorschrift "S.50" über das industrielle Gewerbegebiet insbesondere durch die Eingliederung der operationellen und tariflichen Auswirkungen in Verbindung mit der Benutzung des Eisenbahnanschlusses in der Phase 2 verfeinert wird.

Was diese Benutzung des Eisenbahnanschlusses anbelangt und zur Vermeidung jeder Zweideutigkeit besteht der CRAT darauf, dass der Projektautor die Abfassung seiner Vorschläge verdeutlicht, was die Vorschrift "S.50" und die sogenannte Umschlagsplattform betrifft.

Der CRAT erinnert an seinen Wunsch, die Trasse der zukünftigen RAVeL Strecke "Bastogne-Eupen" zu behandeln, die eher im Rahmen der Phase 2 der Studie zu analysieren ist.

Außerdem empfiehlt der CRAT, in der zweiten Phase der Umweltverträglichkeitsprüfung eine sorgfältige Analyse der gesamten Ausgleichsmaßnahmen zu führen, um übermäßige raumplanerische Ausgleichsmaßnahmen zu vermeiden. Er besteht darauf, dass die Wahl der Ausgleichsmaßnahmen auf dem Grundsatz beruht, dass die Zoneneinteilung im Sektorenplan nicht zerstückelt wird, um deren Kohärenz zu bewahren, und dass die Zweckentfremdungen möglich bleiben. Er empfiehlt daher, dass Kontakte mit den verschiedenen Akteuren aufgenommen werden, um ihre eventuelle Absichten für die betroffenen Gebiete zu kennen (Gemeinde Gouvy, erteilte administrative Genehmigungen und Fristen, Entwicklungsprojekte der Betreiber, usw.).

3. Erwägungen vom 12. April 2012 (Ref. CRAT/12/AV.147 über die 2. Phase der Umweltverträglichkeitsprüfung: NIMMT DIES ZU KENNTNIS UND SPRICHT SICH FÜR DIE WEITERFÜHRUNG DER STUDIE AUS.

Der CRAT wiederholt seine in der 1. Phase der Umweltverträglichkeitsprüfung über den Vorentwurf dieser Revision des Sektorenplans geäußerte Empfehlung, nämlich die Vorschrift "S.50" anzupassen, damit das Gebiet den Unternehmen, deren Tätigkeit mit einem Verfahren zur Verarbeitung des Holzes oder zur Aufwertung der Holzsparte verbunden ist, und/oder den Eisenbahnanschluss für die Zufahrt zum Gebiet benutzen, außer wenn die Aktivität eine Nebentätigkeit zur industriellen Aktivität darstellt, vorbehalten wird.

Ohne die Zweckmäßigkeit einer Umschlagsplattform auf dem analysierten Gebiet in Frage zu stellen erachtet der CRAT, dass dieser Vorschlag besser argumentiert und begründet werden sollte, auf der Grundlage einer quantitativen Analyse, in der insbesondere ihre Grundfläche und ihre Ausführung erläutert werden.

Außerdem empfiehlt der Ausschuss, dass die Abfassung bestimmter Teile der nichttechnischen Zusammenfassung, insbesondere die Varianten bezüglich der Bedingungen für die Ausführung und die Abgrenzung, ausführlicher und verständlicher angeführt werden. Der CRAT möchte daran erinnern, dass die nichttechnische Zusammenfassung ein Dokument ist, das sich selbst genügen sollte.

Schließlich wundert sich der CRAT darüber, dass das Verfahren des raumplanerischen Ausgleichs den Grundsatz der Verhältnismäßigkeit erwähnt, da dieser mit den alternativen Ausgleichen verbunden ist, und beantragt daher, dass der Teil der Studie, der die raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen betrifft, überprüft wird.

GUTACHTEN

Der CRAT befürwortet das Ziel der Revision des Sektorenplans, dass darin besteht, ein bimodales Gewerbegebiet für den Holzsektor auf dem Gemeindegebiet von Gouvy zu entwickeln;

1. Über die Eintragung von einem industriellen Gewerbegebiet mit der zusätzlichen Vorschrift "S.50."

Der CRAT stimmt der Eintragung dieses Gebiets zu.

Er erachtet nämlich, dass die Eintragung dieses Gebiets einem Bedarf an Grundstücken für die gewerbliche Aktivität in dieser Gegend entspricht. Er ist außerdem der Ansicht, dass die für das neue, über die Straße und die Eisenbahn erreichbare, für den Holzsektor bestimmte Gewerbegebiet vorgeschlagene Thematik als eine günstige Gelegenheit für diese Teilregion in mehreren Hinsichten erscheint :

- Aufwertung von bedeutenden lokalen Naturschätzen;
- Attraktivität der Ausfuhr nach den Grenzregionen;
- Einführung einer Alternative für den Straßentransport durch den Eisenbahnanschluss.

Außerdem weiß der Ausschuss zu schätzen, dass seinem Vorschlag zur Abänderung der zusätzlichen Vorschrift "S.50" in seinen vorigen Gutachten Rechnung getragen wurde, nämlich: "das industrielle Gewerbegebiet ist den Tätigkeiten mit industriellem Charakter im Rahmen eines Verfahrens zur Verarbeitung des Holzes oder zur Aufwertung der Holzsparte, und/oder bei denen der Eisenbahnanschluss für die Zufahrt zum Gebiet benutzt wird, vorbehalten, außer wenn die Aktivität eine Nebentätigkeit zur industriellen Aktivität darstellt."

2. Über die Eintragung von einem gemischtem Gewerbegebiet

Der CRAT stimmt der Eintragung dieses Gebiets zu.

3. Über die Eintragung eines Wohngebiets mit ländlichem Charakter

Der CRAT stimmt der Eintragung dieses Gebiets zu.

4. Über die Eintragung der raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen

Der CRAT befürwortet die Eintragung der gesamten Gebiete, die als raumplanerische Ausgleichsmaßnahmen vorgesehen sind, mit Ausnahme von :

- dem Agrargebiet und dem Forstgebiet entlang der N827 an der Ausfahrt von Gouvy in der Ortslage genannt "Thier del Hate" als raumplanerischer Ausgleich;;
- dem Forstgebiet im Nordosten von Cierreux als raumplanerischer Ausgleich.

Der CRAT hält nämlich für problematisch, dass bestimmte Grundstücke Gegenstand einer raumplanerischen Ausgleichsmaßnahme sein könnten, ohne dass deren Eigentümer darüber binnen Fristen informiert werden, die ihnen eine konstruktive Reaktion auf die Revision des Sektorenplans erlauben;

Was der Ausgleich in der Ortslage genannt "Thier del Hate" betrifft, unterstützt der CRAT dem Gutachten der Gemeinde Gouvy und empfiehlt, dieses Gebiet für Verstärkung beizubehalten, und das Gebiet für konzentrierte kommunale Raumplanung in Bovigny in ein Agrargebiet oder Parkgebiet als Gegenleistung umzuwandeln.

5. Betreffend die Qualität der Umweltverträglichkeitsprüfung

Der CRAT beurteilt die Qualität der Umweltverträglichkeitsprüfung als zufriedenstellend.

Er bedauert, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung die folgenden Aspekte nicht ausführlicher detailliert hat:

- die Analyse der raumplanerischen Ausgleichs und deren Alternative, von denen u.a. die Überprüfung des bergbaulichen Potenzials des ehemaligen Steinbruchs von Cierreux;
- die landwirtschaftliche Analyse;
- die Verbindungen zwischen der Vorgeschichte der Akte und den geäußerten Vorschläge.

Für den CRAT,;

Pierre GOVAERTS,

Vorsitzender

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. November 2013 zur endgültigen Verabschiedung des Projekts zur Revision des Sektorenplans von Bastogne (Karten 55/8, 56/5, 56/6 und 61/1) zwecks der Eintragung von Gewerbegebieten auf dem Gebiet der Gemeinde Gouvy (Courtil) beigefügt zu werden.

Namur, den 7. November 2013

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

ANLAGE 4 : Umwelterklärung;

Umwelterklärung über die endgültige Verabschiedung der Revision des Sektorenplans von Bastogne (Karten 55/8, 56/5, 56/6 und 61/1) zwecks der Eintragung von Gewerbegebieten auf dem Gebiet der Gemeinde Gouvy (Courtil)

I. Einleitung

Die vorliegende Umwelterklärung ist aufgrund des Absatzes 2 von Artikel 44 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie (nachstehend "das Gesetzbuch" genannt) erforderlich.

Sie wird dem Erlass der Wallonischen Regierung zur endgültigen Verabschiedung des Projekts zur Revision des Sektorenplans von Bastogne (Karten 55/8, 56/5, 56/6 und 61/1) zwecks der Eintragung von Gewerbegebieten auf dem Gebiet der Gemeinde Gouvy (Courtil) beigefügt. Sie wird gleichzeitig mit dem besagten Erlass im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht.

In der vorliegenden Umwelterklärung wird zusammengefasst, wie die Umwelterwägungen in die Revision des Sektorenplans einbezogen worden sind, und inwiefern die Umweltverträglichkeitsprüfung, die Gutachten, die erhobenen Beschwerden und Bemerkungen berücksichtigt wurden.

Die Gründe für die Entscheidungen, die bei der Revision des Sektorenplans unter Berücksichtigung der in Erwägung gezogenen anderen vernünftigen Lösungen getroffen worden sind, werden ebenfalls in dieser Umwelterklärung zusammengefasst.

Die vorliegende Umwelterklärung hat einen zusammenfassenden Charakter; für die Details sollte man sich auf den Wortlaut des Erlasses der Wallonischen Regierung beziehen.

Der Übersichtlichkeit halber wird die Umwelterklärung in drei Kapitel unterteilt: Das erste Kapitel betrifft den Gegenstand der Revision des Sektorenplans, das zweite die Chronologie dieser Revision und das dritte die Umwelterwägungen.

II. Gegenstand der Revision des Sektorenplans.

Die Revision des Sektorenplans von Bastogne (Karten 55/8, 56/5, 56/6 und 61/1) zwecks der Eintragung von Gewerbegebieten auf dem Gebiet der Gemeinde Gouvy (Courtil) betrifft die Eintragung folgender Gebiete:

- ein industrielles Gewerbegebiet;
 - ein gemischtes Gewerbegebiet;
 - ein Wohngebiet mit ländlichem Charakter;
- und als raumplanerischer Ausgleich:
- fünf Forstgebiete;
 - acht Agrargebiete;

auf dem Gebiet der Gemeinde Gouvy.

Folgende, mit "*S.50" gekennzeichnete zusätzliche Vorschrift gilt in dem industriellen Gewerbegebiet, das im Sektorenplan eingetragen wird: "Das industrielle Gewerbegebiet ist den Tätigkeiten mit industriellem Charakter im Rahmen eines Verfahrens zur Verarbeitung des Holzes oder zur Aufwertung der Holzsparte, und/oder bei denen der Eisenbahnanschluss für die Zufahrt zum Gebiet benutzt wird, vorbehalten, außer wenn die Aktivität eine Nebentätigkeit zur industriellen Aktivität darstellt."

Die folgende Raumordnungsmaßnahme wird auferlegt: "Der Verwalter des Gewerbegebiets ist verpflichtet, den Zugang zum Eisenbahnanschluss für die gesamten Unternehmen, die ihn benutzen möchten, zu gewährleisten".

III Chronologie der Revision des Sektorenplans

7. Mai 2009 — Sendung des Antrags von IDELUX an den Gemeinderat Gouvy.

20. Mai 2009 — Unterrichtung der Öffentlichkeit gemäß den Artikeln D.29-5 und D.29-6 von Buch 1 des Umweltgesetzbuches.

8. Juni 2009 — Empfang durch die Regierung des Antrags von IDELUX, der sich auf die Eintragung eines industriellen Gewerbegebiets von 72 ha und eines gemischten Gewerbegebiets von 15 ha auf dem Gebiet der Gemeinde Gouvy bezieht, in Anwendung des Artikels 42bis des Gesetzbuches.

8. Juli 2010 — Erlass der Wallonischen Regierung, durch den beschlossen wird, den Sektorenplan von Bastogne (Karten 55/8, 56/5, 56/6 und 61/1) einer Revision zu unterziehen, und zur Verabschiedung des Vorentwurfs des Plans zwecks der Eintragung von Gewerbegebieten auf dem Gebiet der Gemeinde Gouvy;

6. Oktober 2010 — Notifizierung an die Wallonische Regierung der Bezeichnung des entsprechend zugelassenen Büros Impact, um die Umweltverträglichkeitsprüfung bezüglich des Planvorentwurfs durchzuführen.

21. Oktober 2010 — Erlass der Wallonischen Regierung, durch den beschlossen wird, eine Umweltverträglichkeitsprüfung betreffend den Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans von Bastogne (Karten 55/8, 56/5, 56/6 und 61/1) durchführen zu lassen.

19. September 2012 — Hinterlegung der endgültigen Fassung der Studie.

15. November 2012 — Vorläufige Annahme des Projekts zur Revision des Sektorenplans von Bastogne (Karten 55/8, 56/5, 56/6 und 61/1) zwecks der Eintragung von Gewerbegebieten auf dem Gebiet der Gemeinde Gouvy.

20. März bis 3. Mai 2013 — öffentliche Untersuchung in der Gemeinde Gouvy.

22. März 2013 — Informationsversammlung in Gouvy.

3. Mai 2013 — Abschluss der öffentlichen Untersuchung;

8. Mai 2013 — Konzertierungsversammlung in Gouvy.

10. Juni 2013 — Gutachten mit Bemerkungen des Gemeinderats Gouvy.

18. Juli 2013 — Günstiges Gutachten mit Bemerkungen des CWEDD.

29. Juli 2013 — Günstiges Gutachten mit Bemerkungen der Verwaltungskommission des Naturparks "des deux Ourthes"

29. August 2013 — Günstiges Gutachten mit Bemerkungen des CRAT.

IV. Umwelterwägungen

Im Anschluss an die Befragungs- und Konzertierungsphase hat die Wallonische Regierung den einer öffentlichen Untersuchung unterzogenen Planentwurf abgeändert, um den Einwänden, Bemerkungen und Gutachten Rechnung zu tragen, soweit diese begründet waren und zu einer optimierten Berücksichtigung der Umweltaspekte beitragen.

Die vorliegende Erklärung betrifft lediglich diejenigen Umwelterwägungen, für die im Laufe des oben angeführten Verfahrens zur Revision des Sektorenplans positive oder negative Auswirkungen identifiziert worden sind. Es wird zusammengefasst, inwiefern im vorliegenden Erlass zur endgültigen Verabschiedung der Revision des Sektorenplans diese Erwägungen berücksichtigt worden sind, wobei für die Einzelheiten auf den Wortlaut des Erlasses und auf das Gutachten des CRAT hingewiesen wird.

Der Umweltverträglichkeitsprüfer hat festgestellt, dass die Hauptauswirkungen des Vorentwurfs zum Plan die landwirtschaftliche Aktivität, die Mobilität, die Luft und das Klima betreffen.

Es wurden einige weitere Auswirkungen entweder vom Umweltverträglichkeitsprüfer oder im Rahmen der Befragungs- und Konzertierungsphase genannt:

- Auswirkungen auf die akustische Umgebung
- Auswirkungen auf das Oberflächenwasser
- Auswirkungen auf die Gesundheit und Sicherheit des Menschen.
- Auswirkungen auf die Landschaft

Demnach hat die Wallonische Regierung folgende Beschlüsse gefasst:

1. Auswirkungen auf die landwirtschaftliche Aktivität.

Die Hauptauswirkung der neuen Gewerbegebiete betrifft den Verlust von Ackerboden von mittlerer bis guter Qualität. Die Wallonische Regierung hat einen raumplanerischen Ausgleich, der hinsichtlich der landwirtschaftlichen Tätigkeit kaum aufwertbar ist (Tier del Hate) aufgegeben, um das Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung von Longchamps zu landwirtschaftlichen Zwecken zu bestimmen.

2. Auswirkungen auf die Mobilität

Die Wallonische Regierung hat beschlossen, das zukünftige industrielle Gewerbegebiet auch anderen industriellen Aktivitäten zu öffnen, vorausgesetzt, dass sie den Eisenbahnanschluss benutzen, um in Zukunft eine eventuelle Unterbenutzung des bestehenden Potenzials des Schienenverkehrs durch die Unternehmen, die im Rahmen eines Verfahrens zur Verarbeitung des Holzes oder zur Aufwertung der Holzsparte tätig sind, zu vermeiden. Der Wortlaut der auf dem Plan mit "S.50" gekennzeichneten Vorschrift wurde daher wie folgt abgeändert: "Das industrielle Gewerbegebiet ist den Tätigkeiten im Rahmen eines Verfahrens zur Verarbeitung des Holzes oder zur Aufwertung der Holzsparte, und/oder bei denen der Eisenbahnanschluss für die Zufahrt zum Gebiet benutzt wird, vorbehalten, außer wenn die Aktivität eine Nebentätigkeit zur industriellen Aktivität darstellt."

Um die "Benutzung des Eisenbahnanschlusses" zu garantieren schlug der Umweltverträglichkeitsprüfer vor: entweder "einen Zugang zum Eisenbahnanschluss für die Unternehmen, die ihn benutzen möchten, zu gewährleisten", oder eine Phasierung der Benutzung der Gebiete in Betracht zu ziehen.

Die Wallonische Regierung hat gewählt, den Zugang zum Eisenbahnanschluss unabhängig der und über die Durchführung der Revision des Sektorenplans hinaus dauerhaft zu sichern durch eine Raumordnungsmaßnahme im Sinne von Artikel 23, § 3, 3^o des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, in dem vorgeschrieben wird, dass der Verwalter des Gewerbegebiets den Zugang zum Eisenbahnanschluss für die gesamten Unternehmen, die ihn benutzen möchten, zu gewährleisten hat;

Die Anlage der Umgehungsstraße des Dorfs Courtil wird ebenfalls positive Auswirkungen für die Einwohner von Bovigny, Courtil und Gouvy haben.

3. Auswirkungen auf die Luftqualität.

Es gilt als erwiesen, dass die Verlagerung des Straßenverkehrs auf die Eisenbahn ebenfalls positive Auswirkungen auf die Luftqualität haben wird. Deshalb werden die Beschlüsse bezüglich der Bimodalität in diesem Bereich der Umwelt einen positiven Beitrag bringen.

Die anderen vom Autor der Studie vorgeschlagenen Maßnahmen zur Vermeidung, Reduzierung oder zum Ausgleich der negativen Auswirkungen der Gewerbegebiete auf die Luftqualität sind nicht im Rahmen des Sektorenplans zu ergreifen. Sie fallen unter andere Gesetzgebungen in der Wallonischen Region, die die allgemeinen Regeln festlegen.

4. Auswirkungen auf die akustische Umgebung.

Es besteht keinen Anlass, im Rahmen des Sektorenplans spezifische Maßnahmen zur Vermeidung, Reduzierung oder zum Ausgleich der kumulierten negativen Auswirkungen der Windräder, der Zerkleinerungsanlage der Sägerei des Pols Ardenne Bois und der Unternehmen auf die akustische Umgebung einzuführen, da die von dem Autor der Studie durchgeführte Simulation angibt, dass die erlaubten Grenzwerte (Tag: 50 dBA; Nacht: 40 dBA) weder in den am nächsten gelegenen Wohngebieten noch für die bestehenden Wohngebäude überschritten werden, und da es in der Wallonischen Region eine Gesetzgebung besteht, die Lärmgrenzen für die eingestufteten Betriebe festlegt.

5. Auswirkungen auf das Oberflächenwasser

Im Rahmen des Sektorenplans sind keine spezifischen Maßnahmen zur Vermeidung, Reduzierung oder zum Ausgleich der negativen Auswirkungen des neuen Gewerbegebiets auf das Grund- und Oberflächenwasser einzuführen.

Zwei Einzugsgebiete zur Wasserbewirtschaftung werden als Pufferzonen bei der Ableitung des Abwassers dienen sowie eine Rolle für die Ablagerung stromaufwärts des Bachs von Neuf Pré und eine ökologische Rolle beim dem Abfluss des Wassers spielen. Die Revision des Abwasserreinigungsplans nach Zwischeneinzugsgebieten wird ebenfalls erlauben, die Reinigung der neuen Gebiete in einem Globalplan aufzunehmen.

6. Auswirkungen auf die Gesundheit und Sicherheit des Menschen.

Es gilt als erwiesen, dass die Verlagerung des Straßenverkehrs auf die Eisenbahn ebenfalls positive Auswirkungen auf die Gesundheit und Sicherheit des Menschen haben wird. So werden die Beschlüsse bezüglich der Mobilität ebenfalls in diesem Bereich der Umwelt dazu beitragen.

Im Rahmen des Sektorenplans sind keine spezifischen Maßnahmen zur Vermeidung, Reduzierung oder zum Ausgleich der negativen Auswirkungen des neuen Gewerbegebiets auf die Gesundheit und Sicherheit des Menschen einzuführen.

Die Anlage der Umgehungsstraße des Dorfs Courtil wird ebenfalls positive Auswirkungen auf die Lebensbequemlichkeit der Einwohner von Bovigny, Courtil und Gouvy haben.

In der Nähe der Windräder sind Vorsichtsmaßnahmen zu treffen: die Anwesenheit einer großen Anzahl Personen und das Vorhandensein zahlreicher empfindlicher Aktivitäten soll vermieden werden.

7. Auswirkungen auf die Landschaft

Im Rahmen des Sektorenplans sind keine spezifischen Maßnahmen zur Vermeidung, Reduzierung oder zum Ausgleich der negativen Auswirkungen des neuen Gewerbegebiets auf die Landschaft einzuführen.

Die in dem Gebiet durch die Grundakte geplanten Einebnungen werden die visuelle Wahrnehmung der in dem Gebiet vorhandenen Gebauten begrenzen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. November 2013 zur endgültigen Verabschiedung des Projekts zur Revision des Sektorenplans von Bastogne (Karten 55/8, 56/5, 56/6 und 61/1) zwecks der Eintragung von Gewerbegebieten auf dem Gebiet der Gemeinde Gouvy (Courtil) beigefügt zu werden.

Namur, den 7. November 2013

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität
Ph. HENRY

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2013/206818]

7 NOVEMBER 2013. — Besluit van de Waalse Regering tot definitieve aanneming van de ontwerp-herziening van het gewestplan Bastenaken (bladen 55/8, 56/5, 56/6 en 61/1) met het oog op de opneming van bedrijfsruimtes op het grondgebied van de gemeente Gouvy (Courtil)

De Waalse Regering,

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2009 tot regeling van de werking van de Regering;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 15 december 2011 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten;

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 september 1980 tot oprichting van het gewestplan Bastenaken, inzonderheid gewijzigd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 10 augustus 1988 en bij de besluiten van de Waalse Regering van 29 april 1993, 26 juni 1997 en 1 april 1999;

Gelet op het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan (SDER), aangenomen door de Waalse Regering op 27 mei 1999;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 juli 2010 tot herziening van het gewestplan Bastenaken (bladen 55/8, 56/5, 56/6 en 61/1) en tot aanneming van het voorontwerp van gewestplan met het oog op de opneming van bedrijfsruimtes op het grondgebied van de gemeente Gouvy;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 21 oktober 2010 tot uitvoering van een effectenonderzoek i.v.m. het voorontwerp van herziening van het gewestplan Bastenaken (bladen 55/8, 56/5, 56/6 en 61/1), aangenomen bij besluit van de Waalse Regering van 8 juli 2010;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 15 november 2012 tot voorlopige aanneming van de ontwerp-herziening van het gewestplan Bastenaken (bladen 55/8, 56/5, 56/6 en 61/1) met het oog op de opneming van bedrijfsruimtes op het grondgebied van de gemeente Gouvy (Courtil);

Gelet op de bemerkingen en bezwaren van belangstellende derden tijdens het openbaar onderzoek dat plaatsvond van woensdag 20 maart 2013 tot en met vrijdag 3 mei 2013 in de gemeente Gouvy en geakteerd in bijlage 2 bij dit besluit;

Gelet op de informatievergadering die op vrijdag 22 maart 2013 in Gouvy heeft plaatsgevonden;

Gelet op de notulen van de afsluitende vergadering van het openbaar onderzoek, die plaatsvond op vrijdag 3 mei 2013 van 14u tot 15u in Gouvy;

Gelet op de notulen van de overlegvergadering die op 8 mei 2013 heeft plaatsgevonden in Gouvy, na afloop van het openbaar onderzoek;

Gelet op het van bemerkingen voorzien gunstig advies van de gemeenteraad van Gouvy van 10 juni 2013;

Gelet op het van bemerkingen voorzien gunstig advies uitgebracht op 18 juni 2013 door de gemeentelijke adviescommissie voor ruimtelijke ordening en mobiliteit van de gemeente Gouvy;

Gelet op het van bemerkingen voorzien gunstig advies van de "Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable" (Waalse Raad voor Leefmilieu voor Duurzame Ontwikkeling) van 18 juli 2013 (met referentie CWEDD/13/AV.934);

Gelet op het onder voorbehoud gunstig advies van de beheerscommissie van het "Parc naturel des Deux Ourthes" van 29 juli 2013;

Gelet op het van bemerkingen voorzien gunstig advies van de Gewestelijke ruimtelijke ordeningscommissie « CRAT » van 29 augustus 2013 (referentie CRAT/13/AV.345), opgenomen als bijlage 3 bij dit besluit;

1. Bezwaren en algemene bemerkingen

1.1. Kwaliteit van het effectenonderzoek

Overwegende dat de CWEDD acht dat de auteur van het effectenonderzoek een onderzoek van toereikende kwaliteit heeft afgeleverd en dat de bevoegde overheid er de elementen in zal vinden om haar beslissing te nemen;

Overwegende dat de "CRAT" acht dat het onderzoek van toereikende kwaliteit is.

1.2. Samenhang van het ontwerp-plan

Overwegende dat de CCATM acht dat het bijkomende voorschrift met als merkteken "S.50" op het plan niet enkel betrekking zou moeten hebben op de opwaardering van de houtverwerking, maar eveneens op de bouwsector als geheel, waarbij het principe van de spoorwegbediening behouden blijft;

Overwegende dat de gemeenteraad van Gouvy besluit tot de globale samenhang van het ontwerp-plan ten opzichte van het gewicht van het dossier, het aantal bezwaren en de betwiste elementen;

Overwegende dat de CWEDD een gunstig advies uitbrengt i.v.m. de opneming van de nieuwe industriële bedrijfsruimte en een gemengde bedrijfsruimte te Gouvy (Courtil) en van een woongebied met een landelijk karakter te Deiffelt op het gewestplan Bastenaken;

Overwegende dat de beheerscommissie van het natuurpark « Les deux Ourthes » op de kwaliteit en de samenhang van de ontwerp-herziening van het gewestplan wijst, met name wat betreft de verschillende compenserende gebieden;

Overwegende dat de CRAT de doelstelling van de herziening van het gewestplan gunstig gezind is, en dat dit doel tot de ontwikkeling van een bimodaal bedrijvenpark met "hout" als thema strekt;

Overwegende dat de CRAT een gunstig advies uitbrengt i.v.m. de opneming van een nieuwe industriële bedrijfsruimte, een gemengde bedrijfsruimte en van een woongebied met een landelijk karakter te Deiffelt op het gewestplan Bastenaken en een positieve beoordeling uit ten opzichte van het bijkomend voorschrift met "S.50" als merkteken op het gewestplan;

Antwoorden van de Waalse Regering

Overwegende dat de Waalse Regering akte neemt van die adviezen en benadrukt dat het ontwerp-plan reeds op de wens van de CCATM ingaat door de activiteiten met een industrieel karakter die gebruik maken van een spoorwegaansluiting, toe te laten zonder dat ze noodzakelijkerwijs verbonden zijn aan een verwerkingsproces voor hout of een benutting van de houtverwerking;

1.3. Procedure

Overwegende dat een bezwaarindieners er zeer verwonderd over is dat hij niet uitdrukkelijk en persoonlijk per aangetekend schrijven van de gemeente ingelicht werd over de ontwerp-wijziging van de bestemming van zijn terreinen;

Overwegende dat de CRAT het problematisch acht dat gronden onder een planologische compensatie kunnen vallen zonder dat de eigenaars ervan niet ingelicht werden binnen termijnen om constructief te reageren op de herziening van een gewestplan;

Antwoorden van de Waalse Regering

Overwegende dat het openbaar onderzoek volgens de opgelegde vorm heeft plaatsgevonden, bepaald bij de artikelen 4 en 43, § 2, van het Wetboek en dat het bericht van het openbaar onderzoek zowel bij aanplakking als via een bericht in de regionale edities van drie kranten werd aangekondigd (*l'Avenir*, *Sud Presse*, *La Meuse* en *Vlan Echos*);

Overwegende dat het Wetboek geen bepaling voorziet om eigenaars van gronden die onder het ontwerp-plan vallen persoonlijk in te lichten;

Overwegende dat de CRAT geen enkel nauwkeurig feit aanvoert om zijn bemerking te ondersteunen waaruit zou blijken dat bezwaarindieners niet op het ontwerp-plan konden reageren wegens termijnen vastgesteld voor het openbaar onderzoek;

Overwegende dat de bezwaarindieners die het feit betreurde niet persoonlijk ingelicht te zijn onbetwistbaar van de organisatie van het openbaar onderzoek afwist daar hij erop gereageerd heeft en dat hij op de overlegvergadering afwezig was zoals te lezen staat in de notulen;

2. Effecten van het ontwerp van plan

2.1. Geluidsomgeving

Overwegende dat bezwaarindieners melden dat ze reeds de negatieve effecten (geluids- en milieuhinder) ondervinden van de windturbines die waarschijnlijk nog eens bij de hinder door de vestiging van de nieuwe activiteiten van "Pôle Ardenne Bois" zullen komen;

Overwegende dat bezwaarindieners wensen dat de rust in hun wijk niet verstoord wordt;

Overwegende dat bezwaarindieners vragen hebben bij de algemene geluidshinder (aantal decibel) van de windturbines en de verhakselaar van het zaagbedrijf "Pôle Ardenne Bois";

Overwegende dat bezwaarindieners vragen dat gewaakt wordt over de strikte naleving van de geluidsnormen voor de hinder van de verhakselaar van het zaagbedrijf "Pôle Ardenne Bois";

Antwoorden van de Waalse Regering

Overwegende dat de vergunning tot machtiging van de bouw van het windmolenpark op 28 oktober 2009 (EO, blz. 186) is verstrekt;

Overwegende dat in het kader van de behandeling van die vergunningsaanvraag door het bureau CSD Consult een akoestisch onderzoek is uitgevoerd (eindverslag, februari 2009) (EO, blz. 225);

Overwegende dat de vergunning tot machtiging van de bouw en de uitbating van een zagerij op 25 november 2010 aan de sa Holzindustrie Paul (EO, blz. 186) is verstrekt;

Overwegende dat in het kader van de behandeling van die vergunningsaanvraag door het bureau ATS een akoestisch onderzoek is uitgevoerd (eindverslag, januari 2010) (EO, blz. 222);

Overwegende dat die vergunningen van vóór de herziening van het gewestplan dateren;

Overwegende dat de auteur van het effectonderzoek een maximalistische simulatie van het geluid voortgebracht door de installaties die in de nieuwe bedrijfsruimtes zouden kunnen worden gevestigd, heeft uitgevoerd (EO, blz. 263); dat er reden is om te bepalen dat hij rekening heeft gehouden met de besluiten van de hierboven vermelde onderzoeken aangezien geen enkele uitrusting bedoeld door de bezwaarindieners reeds gebouwd was;

Overwegende dat die simulatie erop wijst dat de toegelaten grenswaarden (dag : 50 dBA; nacht : 40 dBA) niet in de dichtstbij gelegen woongebieden, noch voor de bestaande woningen overschreden worden, en dit, zowel voor de dagperiodes als voor de nachtperiodes (EO, blz. 263 en 264), wat de auteur van het effectonderzoek ertoe strekt geen andere aanbeveling te doen dan degene die de ondernemingen die zich in de nieuwe bedrijfsruimtes vestigen, op zeer strikte wijze oplegt om de geluidsgrenzen bepaald door de wetgeving betreffende de ingedeelde inrichtingen van het Waalse Gewest van 4 juli 2002 na te leven;

Overwegende dat de Waalse Regering tot slot acht dat er geen reden is om specifieke maatregelen op schaal van het gewestplan uit te voeren om de door de bezwaarindieners gevreesde negatieve effecten op de geluidsomgeving te voorkomen, te beperken of te compenseren;

2.2 Menselijke, toeristische en landbouwactiviteiten

Overwegende dat bezwaarindieners doen opmerken dat het project nadelig is voor de goede werking van hun landbouwbedrijf daar dit het verlies van iets minder dan 15 % van de landbouwoppervlakte ervan met zich meebrengt, en achten dat de vergoeding die hen zal worden toegekend ten gevolge van de onteigening van de gronden, hen niet zal toelaten gronden met vergelijkbare oppervlakten terug te vinden gezien de druk op het vastgoed die bij de Luxemburgse grens wordt uitgeoefend;

Overwegende dat de CWEDD voorstelt om een bestaande gemengde bedrijfsruimte te wijzigen als landbouwgebied om één van de drie landbouwers in staat te stellen een gedeelte (4 ha) van de verloren ruimte terug te vinden;

Overwegende dat een bezwaarindieners erop wijst dat de vermindering van de oppervlakten bestemd als recreatiegebied in Cherapont het verdwijnen van een opportuniteit van economische ontwikkeling als gevolg heeft;

Antwoorden van de Waalse Regering

Overwegende dat het landbouwbedrijf waarvan sprake in het bezwaarschrift met het bedrijf genummerd 6 in het effectonderzoek overeenstemt (EO, blz. 244);

Overwegende dat, hoewel 11,27 % van de landbouwoppervlakte van dit bedrijf onder het voorontwerp van plan valt (EO, blz. 279), daar nochtans uit blijkt dat zijn grootte boven het Ardense gemiddelde blijft en dat het betrokken perceel niet bij de bedrijfszetel is gelegen;

Overwegende dat de noodzakelijke onteigeningen voor de ontsluiting van de nieuwe bedrijfsruimte zullen afhangen van de opties die de operator in dat opzicht zal nemen; dat hij er immers om kan verzoeken in het dossier dat hij zal opstellen voor de toepassing van de bepalingen van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de opvanginfrastructuur voor de economische bedrijvigheid; dat de bezwaarindieners hun bezwaren en bemerkingen te gelde zullen kunnen maken zodra de aanvraag aan het openbaar onderzoek wordt onderworpen;

Overwegende dat de bezwaren betreffende de onteigeningen in het kader van huidige procedure bijgevolg niet in overweging genomen moeten worden;

Overwegende dat de Waalse Regering bepaalt dat het ontwerp van plan dat ze goedgekeurd heeft, de opnemings, in het gewestplan van Bastenaken, van 47 ha nieuw landbouwgebied beoogt, namelijk 87 % van de oppervlakte van het landbouwbedrijf dat ze voornemens is om te vormen tot bedrijfsruimte;

Overwegende dat de Waalse Regering bepaalt dat het ontwerp van plan een potentieel van toeristische ontwikkeling rond het meer van Cherapont handhaaft daar ze voornemens is, slechts één deel van het potentieel opgenomen in het gewestplan bestemd voor die activiteit te onttrekken aan de toeristische activiteit;

Overwegende dat de Waalse Regering ook onderstreept dat zij haar keuze heeft laten vallen op gronden die weinig nuttig zijn voor de eventuele ontwikkeling van de bestaande activiteiten en waarvan het werkelijke ontwikkelingspotentieel bestemd voor de recreatieactiviteit het laagste is wegens de drukfactoren gebonden aan hun ontsluiting;

Overwegende dat het effectonderzoek deze analyse bevestigt daar dit bepaalt dat de aan het recreatiegebied onttrokken gronden ontsluitingsmoeilijkheden vertonen die gebonden zijn aan hun reliëf, aan de nabijheid van het Natura 2000-gebied nr. 34024 ("Bassin inférieur de l'Ourthe orientale"), aan hun splitsing door weg N838 en aan hun bestemming die reeds gedeeltelijk landbouwkundig van aard is (EO, blz. 155); dat het bezwaar betreffende de effecten van het ontwerp van plan op de toeristische activiteit dan ook genuanceerd moet worden;

Overwegende dat de Waalse Regering tot slot onderstreept dat indien de schrapping van drie delen van het recreatiegebied opgenomen in het gewestplan ter hoogte van het meer van Cherapont slechts 18,6 % van de oppervlakte gedekt door de zeven recreatiegebieden opgenomen in het gewestplan van de gemeente Gouvy zal aantasten, ze een nog kleinere aantasting zal betekenen voor de oppervlakte gedekt door de recreatiegebieden opgenomen in het gewestplan van de gemeente Bastenaken, waarin de behoeften van die activiteitensector ruim vervuld worden (65 gebieden over 686 ha);

Overwegende dat de Waalse Regering er tot slot aan herinnert dat de optie om een nieuwe pool gericht op de houtsector en toegankelijk met het spoor te ontwikkelen, door de auteur van het effectonderzoek bekrachtigd is t.o.v. de economische en sociale behoeften, met name in termen van tewerkstelling, waarop in het supra-gemeentelijk economisch bekken van Gouvy-Houffalize-Vielsalm moet worden ingespeeld en onderstreept dat de ruimte die ze voor hen wil bestemmen, zo precies mogelijk is berekend en en maar een kleine aantasting zal betekenen in de ontwikkeling van de landbouwactiviteit en van de toeristische activiteit in het referentiegrondgebied rekening houdende met het bestaande aanbod om in te spelen op de behoeften van die twee activiteitensectoren;

3. Planologische compensaties

Overwegende dat een bezwaarindieners vraagt op welke wettelijke referentie(s) het evenredigheidsbeginsel rust, en vermeldt dat hij dit beginsel afkeurt;

Overwegende dat bezwaarindieners het economische verlies voortvloeiend uit de wijziging van gronden gelegen in een bebouwingsgebied als niet voor bebouwing bestemd gebied aanklagen;

Overwegende dat de CWEDD een ongunstig advies uitbrengt over de wijziging als bosgebied van de gemengde bedrijfsruimte afgebakend door de spoorlijn 42 en de grondslag van de buiten dienst gestelde spoorlijn 163 Gouvy-Sankt-Vith;

Overwegende dat de CWEDD ter plaatse heeft vastgesteld dat het noorden van het gebied sinds de beëindiging van het effectonderzoek opgevuld is en dat het niet meer mogelijk is het voor de bosuitbating te gebruiken;

Overwegende dat de CWEDD acht dat een andere bestemming dan het bosgebied overwogen moet worden en dat het gerechtvaardigd zou zijn een groengebied in het gewestplan op te nemen op de plaats waarin de ruimte is opgevuld met het oog op de oprichting van een eilandje met natuurlijke spontane vegetatie en van een landbouwgebied in

Overwegende dat een bezwaarindieners acht dat de wijziging van het ontginningsgebied gelegen in het noordoosten van het dorp Cierreux als gevolg heeft dat dit dorp een economische waarde verliest daar die steengroeve gedeclasseerd wordt en als bosgebied gewijzigd wordt; dat hij acht dat die steengroeve ongetwijfeld een economische waarde heeft en onverjaarbare rechten geniet; dat hij acht dat de wijziging als bosgebied haar elke winstmogelijkheid onttrekt daar het onmogelijk is er beplantingen uit te voeren;

Overwegende dat de CWEDD vaststelt dat het gebied bijna volkomen ingenomen wordt door een site met een hoge biologische waarde wegens zijn struikheidevegetatie, de plassen en vochtige gebieden en niet door opmerkelijke bosomgevingen en acht dat de verstandigste bestemming om die biologische troeven te behouden, het natuurgebied zou zijn, wat de ontbossingen die tegen die troeven indruisen, zou maken;

Overwegende dat de Beheerscommissie van het "parc naturel des deux Ourthes" acht dat de bestemming als bosgebied eventueel nadelig zou kunnen zijn voor de biologische waarde van de site en dat zijn bestemming als natuurgebied meer zou overeenstemmen met de werkelijke omgeving;

Overwegende dat de CRAT een ongunstig advies uitbrengt over de wijziging van het ontginningsgebied als bosgebied;

Overwegende dat een bezwaarindieners zich erover verwondert dat de Waalse Regering voorgesteld heeft om het woongebied met een landelijk karakter in het noordoosten van de N827, aan de uitgang van Gouvy, in het gehucht "Tier del Hate" als landbouwgebied en bosgebied te wijzigen terwijl er een tekort is aan bouwgronden en dat hij onjuist vindt dat een stedenbouwkundige vergunning voor het woongebied met een landelijk karakter gelegen aan de andere kant is toegekend terwijl die gronden sponzig zijn;

Overwegende dat de gemeentelijke commissie voor ruimtelijke ordening en mobiliteit (C.C.A.T.M.) van Gouvy een ongunstig advies heeft uitgebracht over de planologische compensatie die door de Waalse Regering aan de uitgang van Gouvy, in het gehucht "Tier del Hate" is voorgesteld;

Overwegende dat de gemeenteraad van Gouvy met het ontwerp van plan heeft ingestemd voor zover de bovenvermelde gebieden als bebouwingsgebied worden gehandhaafd;

Overwegende dat de CWEDD acht dat de wijziging van het woongebied met een landelijk karakter gelegen in het noordoosten van de N827 aan de uitgang van Gouvy als landbouwgebied en als bosgebied geen interessante compensatie is daar ze reeds gedeeltelijk bebouwd is en tegenover bebouwde gronden is gelegen;

Overwegende dat de CRAT een ongunstig advies heeft uitgebracht over de opnemings in het gewestplan van Bastenaken van het landbouwgebied en van het bosgebied gelegen langs de N827 aan de uitgang van Gouvy;

Overwegende dat de gemeenteraad van Gouvy eenstemmig heeft ingestemd met het ontwerp van plan voor zover het gemeentelijke overleggebied van Longchamps als landbouwgebied of als parkgebied wordt bestemd;

Overwegende dat de gemeenteraad van Gouvy vaststelt dat, hoewel gelegen in de nabijheid van een recreatiegebied met een potentieel belang, het gemeentelijk overleggebied van Longchamps (4 ha) in Bovigny gelegen is in een vochtig en slibachtig gebied en dat zijn wezenlijke aard niet voor bebouwing is bestemd;

Overwegende dat de CRAT met de aanbeveling van de gemeente Gouvy om het gemeentelijk overleggebied gelegen in Bovigny als landbouw- of parkgebied te wijzigen, instemt;

Antwoord van de Waalse Regering

Overwegende dat het evenredigheidsbeginsel in artikel 46, § 1, 3^o, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie wordt bepaald;

Overwegende dat artikel 70 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie de voorwaarden bepaalt van de vergoeding die eventueel ten laste zou zijn van, volgens het geval, het Gewest of de gemeente; dat de personen die eraan zullen voldoen, daartoe een verzoek zullen kunnen indienen bij de rechtbank van eerste aanleg;

Overwegende dat het compensatiemechanisme eist dat een evenwicht wordt bereikt tussen bebouwingsgebieden en niet-bebouwingsgebieden, en niet een evenwicht gebied per gebied; dat de Waalse Regering juridisch gezien niet verplicht is een potentieel gelijkwaardig aan het potentieel dat ze voornemens is te wijzigen, aan de landbouwactiviteit terug te geven;

Overwegende dat de gemengde bedrijfsruimte afgebakend door de spoorlijn 42 en de grondslag van de buiten dienst gestelde spoorlijn 163 Gouvy-Sankt-Vith heden ingenomen is door een geteeld landbouwperceel met een oppervlakte van 2.75 ha, door opvullingen en een beboste ruimte;

Overwegende dat artikel 36 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie bepaalt dat "het bosgebied voor de bosbouw en het behoud van het ecologische evenwicht is bestemd"; dat die twee functies reeds in de betrokken ruimte toegepast worden;

Overwegende dat het gebied in het gewestplan volledig door het bosgebied omringd wordt en dat de CRAT erop aandringt dat de versnippering van de zonerings van het gewestplan voorkomen wordt;

Overwegende dat de Waalse Regering om die redenen de motivering ingeroepen bij de voorlopige goedkeuring van het plan handhaaft en beslist de opneming van dit bosgebied in het gewestplan te bevestigen;

Overwegende dat de Waalse Regering enerzijds bepaalt dat de oude steengroeve van kwartshoudende zandsteen gelegen in het noordoosten van het dorp Cierreux geen exploitatiepotentieel meer heeft volgens de gegevens bedoeld in de inventaris van de ondergrondse rijkdommen en de behoeften op termijn van de winningsindustrie (Studie "Poty", april 2011) en anderzijds dat het ontginningsgebied vermeld in het gewestplan reeds beboste niet-uitgegraven ruimten dekt, die zelf aan een bosgebied grenzen;

Overwegende dat indien de biologische waarde van een gedeelte van het ontginningsgebied niet betwist wordt door de auteur van het onderzoek, de Waalse Regering nochtans vaststelt dat zij geacht heeft dat die waarde niet voldoende belangrijk is om aan te bevelen actieve of passieve beschermingsmaatregelen in het gebied te treffen;

Overwegende dat de Waalse Regering ook vaststelt dat er weinig documentatie bestaat over de site van de oude steengroeve en dat ze over geen enkele informatie over de eventuele aanwezigheid van gemeenschappelijke habitats beschikt;

Overwegende dat de Waalse Regering bovendien onderstreept dat de adviezen van de CWEDD en van de beheerscommissie van het "parc naturel des deux Ourthes" voornamelijk als doel hebben de aandacht van de overheid te vestigen op de negatieve effecten van een zuiver bosbouwkundig beheer van het nieuwe gebied op het bestaande natuurlijke milieu;

Overwegende dat het bosgebied niet alleen voor de bosbouw is bestemd daar artikel 36 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie het ook voor het behoud van het ecologische evenwicht bestemt; dat die bepaling de bekommernissen van de CWEDD en van de beheerscommissie van het "parc naturel des deux Ourthes" tegemoetkomt;

Overwegende dat de Waalse Regering om die redenen beslist de opneming van een bosgebied in het gewest te bevestigen;

Overwegende dat de Waalse Regering zijn voorstel om het woongebied met een landelijk karakter gelegen in het noordoosten van de N827 aan de rand van Gouvy, in het gehucht "Tier del Hate", als landbouwgebied en als bosgebied te wijzigen, gezien de adviezen van de gemeenteraad van Gouvy en van de gewestelijke instanties herbeoordeelt;

Overwegende dat de Waalse Regering erkent dat de reeds aangelegde openbare uitrustingen, enerzijds, en de relatieve verwijdering van de betrokken goederen van het centrum van Gouvy en van het station, anderzijds, het mogelijk maken de door haar weerhouden optie te wijzigen;

Overwegende dat de bij de planologische compensatie betrokken goederen immers gelegen zijn langs een openbare weg die voldoende toegerust is met water en elektriciteit, voorzien is van een wegverharding en die voldoende breed is, en indien ze nog niet van riolering zijn voorzien, in een collectief zuiveringsgebied in het saneringsplan van het onderstroomgebied van de Ourthe waarvan het zuiveringsstation reeds operationeel is;

Overwegende dat de bij de planologische compensatie betrokken goederen overigens zo ver afgelegen zijn van het centrum van Gouvy en van het station dat het redelijk is te erkennen dat ze te voet vanaf het centrum en met de fiets vanaf het station toegankelijk zijn; dat ze bovendien met het openbaar vervoer bediend worden (de halte "Gouvy Limerlé Scierie", gelegen op 400 m, die via vier lijnen bereikbaar is);

Overwegende dat de Waalse Regering om die redenen instemt met de adviezen uitgebracht tijdens het openbaar onderzoek en afziet van de wijziging van het woongebied met een landelijk karakter gelegen in het noordoosten van de N827 aan de uitgang van Gouvy als landbouwgebied en als bosgebied;

Overwegende dat het gemeentelijk overleggebied gelegen in Bovigny, in het gehucht "Longchamp" in het stadium van het voorontwerp van plan door de Waalse Regering is voorgesteld en door de auteur van het onderzoek is onderzocht, die in het bijzonder heeft vastgesteld dat zijn inrichting is bepaald bij een gemeentelijk plan van aanleg dat de gemeenteraad van de Bouvy gedeeltelijk heeft opgeheven;

Overwegende dat, hoewel de beslissing van de gemeenteraad van Gouvy niet de omtrek van het gebied zelf en van het aangrenzende recreatiegebied beoogt, de Waalse Regering heeft gekozen om het gemeentelijk overleggebied op het ogenblik waarop het ontwerp van plan gedeeltelijk is goedgekeurd niet meer om te vormen tot landbouwgebied als planologische compensatie om de behandeling van de aanvraag opgestart door de gemeenteraad van Gouvy niet te beïnvloeden;

Overwegende dat bovenvermeld gemeentelijk plan van aanleg overeenkomstig het verzoek van de gemeente-overheden gedeeltelijk opgeheven is bij ministerieel besluit van 13 mei 2013; dat er dan ook geen hinder meer is om het voorstel voorgelegd door de gemeenteraad van Gouvy in het kader van deze procedure te onderzoeken;

Overwegende dat het gemeentelijk overleggebied gelegen in Bovigny, in het gehucht "Longchamp" bij het gemeentelijk plan van aanleg gedeeltelijk uitgevoerd wordt als landbouwgebied en voor de rest als diverse gebieden die klaarblijkelijk bestemd zijn voor de ontwikkeling van recreatieactiviteiten opgevat in verband met degene die in het aangrenzende recreatiegebied gepland zijn; dat bij het lezen van de motiveringen voorgelegd door de gemeenteraad om de gedeeltelijke opheffing van het gemeentelijk van aanleg nr. 2 te vragen, blijkt dat die twee gebieden oorspronkelijk bestemd waren voor een sport- en recreatiecomplex waarvan de uitstraling boven de grenzen van het gemeentelijk grondgebied moest uitstijgen;

Overwegende dat die gemeentelijke opties van aanleg slechts gedeeltelijk in aanmerking zijn genomen bij de opmaking van het gewestplan van Bastenaken daar het een gedeelte van de gronden aangrenzend aan het woongebied met een landelijk karakter als woonuitbreidingsgebied, dat heden een gemeentelijk overleggebied is, bestemt wegens het bestaan van een verkavelingsproject van de "Société nationale terrienne";

Overwegende dat noch het sport- en recreatiecomplex, noch het verkavelingsproject van de "Société nationale terrienne" uitgevoerd zijn; dat de Waalse Regering acht dat niets zich tot slot verzet tegen het feit dat de betrokken gronden bestemd worden om in te spelen op andere behoeften die meer overeenstemmen met de huidige verwachtingen van de gemeenschap;

Overwegende dat de gemeenteraad van Gouvy in zijn advies niet bepaalt dat het nodig is het potentieel van het bestaande recreatiegebied uit te breiden tot het aangrenzende gemeentelijk overleggebied terwijl het bestendig maken van de bestaande landbouwactiviteit het daarentegen mogelijk zou maken in te spelen op een behoefte uitgedrukt in de bezwaren die tijdens het openbare onderzoek zijn geopperd;

Overwegende dat de gronden gelegen in de omtrek van het gemeentelijk overleggebied immers door weiland ingenomen worden; dat de auteur van het onderzoek het belang van de planologische compensatie die oorspronkelijk door de Waalse Regering was voorgesteld, alsmede de in het voorontwerp van plan weerhouden bestemming heeft bekrachtigd;

Overwegende dat de Waalse Regering om die redenen instemt met de adviezen van de gemeenteraad van Gouvy en van de CRAT en beslist het gemeentelijk overleggebied gelegen in Bovigny, in het gehucht "Longchamp" als landbouwgebied te wijzigen;

Overwegende dat de drie wijzigingen van de planologische compensaties voorgesteld in het stadium van het ontwerp van plan als gevolg hebben dat de oppervlakte van de planologische compensaties tot 80 ha wordt verhoogd; dat die oppervlakte gelijkwaardig is aan de oppervlakte opgenomen bij dit besluit als bebouwingsgebied in het gewestplan van Bastenaken;

Overwegende dat de Waalse Regering via de door haar weerhouden compensaties acht dat het plan dat ze definitief wil goedkeuren, voldoet aan de bepalingen van artikel 46, § 1, 3°, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie;

Overwegende dat geen andere opmerkingen of bezwaren zijn uitgedrukt tegen andere bestanddelen van het ontwerp van plan; dat de Waalse Regering dan ook de opties die ze gedeeltelijk had goedgekeurd, handhaaft;

4. Archeologische evaluatie

Overwegende dat de auteur van het onderzoek aanbeveelt om vóór de werken van aanleg van het bedrijfspark een campagne van mechanisch bodemonderzoek uit te voeren op de percelen die nog geen voorwerp hebben uitgemaakt van archeologische peilingen;

Overwegende dat de Waalse Regering beslist gevolg te geven aan de aanbeveling van de auteur van het onderzoek en op te leggen dat een archeologische evaluatie uitgevoerd wordt vóór de uitvoering van de nieuwe bedrijfsruimtes die nog geen voorwerp hebben uitgemaakt van archeologische peilingen;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit;

Besluit :

Artikel 1. De herziening van het gewestplan Bastenaken (bladen 55/8, 56/5, 56/6 et 61/1) met het oog op de opnemings :

- van een industriële bedrijfsruimte;
 - van een gemengde bedrijfsruimte;
 - van een woongebied met een landelijk karakter;
- en als planologische compensatie :

- van vijf bosgebieden;
- van acht landbouwgebieden,

op het grondgebied van de gemeente Gouvy wordt definitief aangenomen overeenkomstig bijgevoegde kaart.

Art. 2. Volgend bijkomend voorschrift, gemerkt "S.50", is van toepassing in de industriële bedrijfsruimte opgenomen in het gewestplan bij dit besluit : "De industriële bedrijfsruimte is bestemd voor activiteiten met een industrieel karakter in verband met een verwerkingsproces van het hout of een valorisatieproces van de houtsector en/of die gebruik maken van de spoorbediening van het gebied, behoudens wanneer de activiteit een aanvulling vormt op de industriële activiteit."

Art. 3. De volgende maatregel van aanleg wordt opgelegd : "De beheerder van het bedrijfspark moet de toegang tot de spoorweg mogelijk maken voor alle bedrijven die er gebruik van wensen te maken."

Art. 4. Een archeologische evaluatie van de nieuwe bedrijfsruimtes die nog geen voorwerp hebben uitgemaakt van peilingen, wordt vóór de uitvoering van de gebieden verricht. Het tijdschema voor de werkzaamheden betreffende de archeologische evaluatie wordt in overleg tussen de beheerder van het toekomstige bedrijvenpark en de Directie Archeologie van de Waalse Overheidsdienst opgesteld naar gelang van de beschikbaarheid van de betrokken terreinen.

Art. 5. De milieuverklaring opgemaakt door de Waalse Regering, overeenkomstig artikel 44 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie wordt in bijlage 4 bij dit besluit gevoegd.

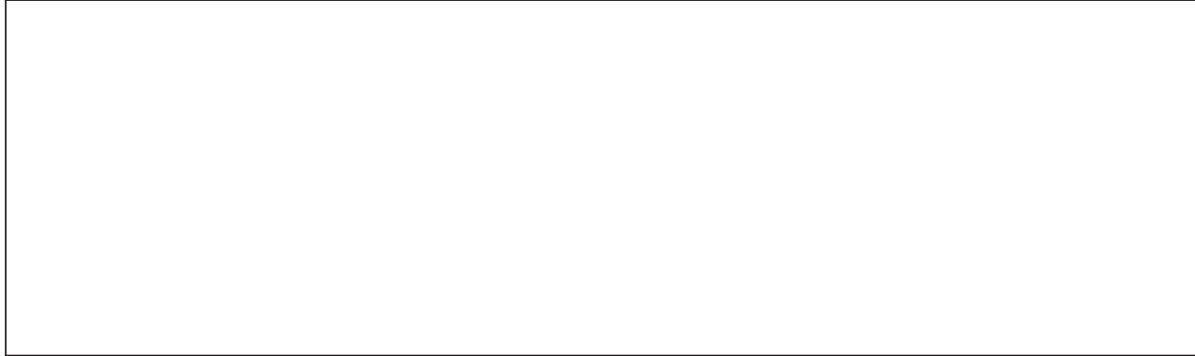
Art. 6. De Minister van Ruimtelijke Ordening is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 7 november 2013.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

BIJLAGE 2 : Identificatie van de bezwaarindieners



Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 7 november 2013 tot definitieve aanneming van de ontwerp-herziening van het gewestplan Bastenaken (bladen 55/8, 56/5, 56/6 en 61/1) met het oog op de opnemings van bedrijfsruimtes op het grondgebied van de gemeente Gouvy (Courtill).

Namen, 7 november 2013.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

BIJLAGE 3 : Advies van de CRAT

Advies van de CRAT betreffende het ontwerp van herziening van het gewestplan Bastenaken met het oog op de opnemings van een bedrijfsruimte op het grondgebied van Gouvy

INLEIDING Aanhangigmaking en antwoord

- In haar schrijven van 18 juni 2013 heeft de Cel Ruimtelijke ontwikkeling verzocht om het advies van de "Commission régionale d'aménagement du territoire (CRAT)" over genoemd ontwerp.

- Overeenkomstig artikel 43, § 4, van het Waals wetboek van ruimtelijke ordening, stedenbouw, erfgoed en energie, heeft het advies van de « CRAT » betrekking op het dossier bestaande uit het planontwerp dat vergezeld gaat van het effectonderzoek en de bezwaren, opmerkingen, notulen en adviezen geformuleerd tijdens het openbaar onderzoek.

Omschrijving van het ontwerp

Het ontwerp van herziening van het gewestplan Bastenaken slaat op :

- De opnemings op het grondgebied van Gouvy van :

* een industriële bedrijfsruimte voorzien van het bijkomend voorschrift "S.50";

* een gemengde bedrijfsruimte;

* een woongebied met een landelijk karakter.

- De opnemings op het grondgebied van Gouvy als planologische compensatie van :

* zes bosgebieden;

* acht landbouwgebieden.

Het ontwerp voorziet ook in de volgende maatregel van aanleg : "de beheerder van het bedrijfspark moet de toegang tot de spoorweg mogelijk maken voor alle bedrijven die er gebruik van wensen te maken".

Voorgeschiedenis

De CRAT heeft drie adviezen uitgebracht over het ontwerp van herziening van het gewestplan Bastenaken met het oog op de opnemings van een bedrijfsruimte op het grondgebied van Gouvy.

1. Advies van 26 augustus 2010 (Ref. : 10/CRAT A. 924-AN) betreffende de inhoud van het effectonderzoek over het voorontwerp van herziening van het gewestplan Bastenaken met het oog op de opnemings van een bedrijfsruimte in Gouvy : GUNSTIG.

De CRAT dringt erop evenwel aan dat het onderzoek de volgende elementen analyseert :

- De overeenstemming tussen de bewoording van het voorschrift "S.50" dat de vestiging van activiteiten met een industrieel karakter beperkt tot het verwerkingsproces van het hout of een valorisatieproces van de houtsector en de aanvraag ingediend door IDELUX in het basisdossier;

- Het tracé van de toekomstige RAVel "Bastenaken-Eupen" die zich bij het ontwerp van herziening van het gewestplan betrokken gebiedt bevindt;

- Wat betreft de bewoording van het voorschrift "S.50", verzoekt de CRAT om de aanpassing ervan om te voorkomen dat het gebruik van de spoorbediening wordt opgelegd maar eerder om ze te bevorderen. De CRAT acht immers dat de spoorbediening in bepaalde gevallen niet mogelijk is. Het is met name het geval van de bevoorrading van hout afkomstig van bosgebieden die bij Gouvy zijn gelegen.

2. Bemerkingen van 14 juli 2011 (Ref. : 11/CRAT A.991-AN) betreffende de eerste fase van het effectonderzoek : NEEMT AKTE EN IS DE VOORTZETTING VAN HET ONDERZOEK GUNSTIG GEZIND

De Commissie neemt akte van de vaststelling van het studie bureau betreffende het nadelige karakter voor de economische ontwikkeling van het gelijktijdige opleggen van twee voorwaarden, namelijk het gebied bestemmen voor activiteiten met een industrieel karakter in verband met een verwerkingsproces van het hout of een valorisatieproces van de houtsector en het gebruik van de spoorbediening behalve wanneer de activiteit een aanvulling vormt op de industriële activiteit. De CRAT had bovendien verzocht om dit voorschrift in haar vorig advies aan te passen.

Gezien die vaststelling dringt de CRAT erop aan dat het voorschrift "S.50" op de industriële bedrijfsruimte zijn analyse in 2 fasen verfijnt, waarbij met name de operationele en tarifaire impacten gebonden aan het gebruik van de spoorbediening worden opgenomen.

Wat betreft dit gebruik van de spoorlijn en om elke ambiguïteit te voorkomen, dringt de CRAT erop aan dat de auteur van het ontwerp het opstellen van zijn voorstellen over het voorschrift "S.50" en het zogenaamde "overladingsplatform" opheldert.

De CRAT herinnert aan haar wens om het tracé van de toekomstige RAVel "Bastenaken-Eupen" aan te snijden, dat eerder onder fase 2 van het onderzoek valt.

Bovendien beveelt de CRAT aan om in de tweede fase van het effectonderzoek een nauwgezette analyse van de hele compensaties uit te voeren om elke overcompensatie te voorkomen. Ze dringt erop aan dat de keuze van de compensaties gegrond wordt op het principe om de verkaveling van de zonerings van het gewestplan te voorkomen ten einde de coherentie ervan te behouden en op de haalbaarheid van de onttrekkingen aan bestemming. Ze beveelt dan ook aan dat contacten worden opgenomen met de verschillende betrokken actoren om hun eventuele intenties voor de betrokken sites te kennen (gemeente Gouvy, toegekende administratieve vergunningen en vervaldata, ontwikkelingsprojecten van de exploitanten...).

3. Bemerkingen van 12 april 2012 (Ref. : CRAT/12/AV.147) betreffende de tweede fase van het effectonderzoek : NEEMT AKTE EN IS DE VOORTZETTING VAN HET ONDERZOEK GUNSTIG GEZIND

De CRAT herhaalt haar aanbeveling geopperd tijdens de eerste fase van het effectonderzoek betreffende het voorontwerp van herziening van het gewestplan, namelijk de aanpassing van het voorschrift "S.50" zodat het gebied bestemd wordt aan de bedrijven gebonden aan het verwerkingsproces van het hout of het valorisatieproces van de houtsector en het gebruik van de spoorbediening behalve wanneer de activiteit een aanvulling vormt op de industriële activiteit.

Zonder de opportuniteit van een overladingsplatform op de onderzochte site in twijfel te trekken, acht de CRAT dat dit voorstel meer geargumenteed moet worden en met redenen omkleed moet zijn, waarbij het op een kwantitatieve analyse die met name de grondinneming en de uitvoering ervan detailleert, moet rusten.

Bovendien beveelt de Commissie aan dat de opmaking van sommige gedeelten van de niet-technische samenvatting, in het bijzonder de uitvoerings- en afbakeningsvarianten, meer gedetailleerd worden en begrijpelijk zijn. De CRAT wil eraan herinneren dat de niet-technische samenvatting een document is dat op zichzelf moet staan.

Tot slot verwondert de CRAT zich erover dat het proces van de planologische compensatie de naleving van het evenredigheidsbeginsel, dat gebonden is aan de alternatieve compensaties, vermeldt en verzoekt ze er dan ook om dat het gedeelte van het onderzoek betreffende de planologische compensaties geverifieerd wordt.

ADVIES

De CRAT stemt in met de doelstelling van de herziening van het gewestplan die als doel heeft een bimodaal bedrijfspark met het "hout" als thema op het gemeentelijk grondgebied van Gouvy te ontwikkelen.

1. Over de opnemings van een industriële bedrijfsruimte voorzien van het bijkomend voorschrift "S.50"

De "CRAT" is de opnemings van dat gebied gunstig gezind.

Ze acht immers dat de opnemings van dit gebied inspeelt op een behoefte aan gronden bestemd voor de economische activiteit in deze streek. Ze acht bovendien dat de voorgestelde thematiek voor het nieuwe bedrijfspark met het "hout" als thema, bediend via de weg en de spoorweg, voor deze regio, en dit, in verschillende opzichten een opportuniteit is :

- valorisatie van een belangrijke plaatselijke natuurlijke hulpbron;
- aantrekkingskracht van het uitvoer naar de grensoverschrijdende regio's;
- invoering van een alternatief voor het vervoer over de weg via de spoorlijn.

De Commissie stel het overigens op prijs dat haar voorstel van wijziging van het bijkomend voorschrift "S.50" in haar vorige adviezen, weerhouden is, namelijk : "de industriële bedrijfsruimte is bestemd voor activiteiten met een industrieel karakter in verband met een verwerkingsproces van het hout of een valorisatieproces van de houtsector en/of die gebruik maken van de spoorbediening van het gebied, behoudens wanneer de activiteit een aanvulling vormt op de industriële activiteit".

2. Opnemings van een gemengde bedrijfsruimte

De "CRAT" is de opnemings van dat gebied gunstig gezind.

3. Over de opnemings van een woongebied met een landelijk karakter.

De "CRAT" is de opnemings van dat gebied gunstig gezind.

4. Over de opnemings van de planologische compensaties

De CRAT is de opnemings van het geheel van de gebieden gepland als planologische compensaties gunstig gezind, met uitzondering van :

- het landbouwgebied en van het bosgebied gelegen langs de N827 aan de uitgang van Gouvy, in het gehucht "Thier del Hate" als planologische compensatie;
- het bosgebied in het noordoosten van Cierreux, als planologische compensatie.

De Commissie acht immers dat het problematisch is dat gronden betrokken kunnen worden bij een planologische compensatie zonder dat de eigenaars van die gronden daarover zijn geïnformeerd binnen termijnen waarin ze op opbouwende wijze op de herziening van het gewestplan kunnen reageren.

Wat betreft de compensatie in het gehucht "Thier del Hate", stemt de CRAT met het advies van de gemeente Gouvy die dit gebied voor bebouwing wil handhaven en, als tegenprestatie, het gemeentelijk overleggebied in Bovigny als landbouwgebied of als parkgebied wil wijzigen.

5. Over de kwaliteit van het effectonderzoek

De CRAT vindt dat het onderzoek van voldoende kwaliteit is.

Ze betreft dat het milieueffectonderzoek de volgende aspecten niet meer heeft gedetailleerd :

- de analyse van de planologische compensaties en hun alternatieven, waaronder met name de verificatie van het potentieel van de oude steengroeve van Cierreux;
- de landbouwanalyse;
- de verbanden tussen het chronologisch overzicht van het dossier en de geopperde voorstellen.

Voor de CRAT,

Pierre GOVAERTS,

Voorzitter

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 7 november 2013 tot definitieve aanneming van de ontwerp-herziening van het gewestplan Bastenaken (bladen 55/8, 56/5, 56/6 en 61/1) met het oog op de opnemings van bedrijfsruimtes op het grondgebied van de gemeente Gouvy (Courtil).

Namen, 7 november 2013.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

BIJLAGE 4 : Milieuverklaring

Milieuverklaring betreffende de definitieve aanneming van de ontwerp-herziening van het gewestplan Bastenaken (bladen 55/8, 56/5, 56/6 en 61/1) met het oog op de opnemings van bedrijfsruimtes op het grondgebied van de gemeente Gouvy (Courtil).

I. INLEIDING

Deze milieuverklaring wordt vereist krachtens artikel 44, lid 2, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie (hierna het "Wetboek").

Ze wordt gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering tot definitieve aanneming van de ontwerp-herziening van het gewestplan Bastenaken (bladen 55/8, 56/5, 56/6 en 61/1) met het oog op de opnemings van bedrijfsruimtes op het grondgebied van de gemeente Gouvy (Courtil). Ze wordt samen met dat besluit bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Deze milieuverklaring is een samenvatting van de manier waarop de milieuoverwegingen werden opgenomen in de herziening van het gewestplan en waarop het milieueffectonderzoek, de adviezen, bezwaren en bemerkingen in overweging werden genomen.

Ze is ook een samenvatting van de redenen voor de keuzes van de herziening van het gewestplan, rekening houdende met de andere in het vooruitzicht gestelde redelijke oplossingen.

Daar deze milieubeleidsverklaring een samenvatting is, zij voor de details verwezen naar de tekst van het besluit van de Waalse Regering.

Voor een goede leesbaarheid is de milieuverklaring opgedeeld in drie hoofdstukken : het eerste hoofdstuk gaat over de inhoud van de herziening van het gewestplan, het tweede betreft de chronologie ervan en het derde de milieuoverwegingen.

II. Voorwerp van de herziening van het gewestplan.

De herziening van het gewestplan Bastenaken (bladen 55/8, 56/5, 56/6 en 61/1) met het oog op de opnemings van bedrijfsruimtes op het grondgebied van de gemeente Gouvy (Courtil) heeft betrekking op de opnemings :

- van een industriële bedrijfsruimte;
 - van een gemengde bedrijfsruimte;
 - van een woongebied met een landelijk karakter;
- en als planologische compensatie :
- van vijf bosgebieden;
 - van acht landbouwgebieden,

op het grondgebied van de gemeente Gouvy.

Volgend bijkomend voorschrift, gemerkt "S.50", is van toepassing in de industriële bedrijfsruimte opgenomen in het gewestplan : "De industriële bedrijfsruimte is bestemd voor activiteiten met een industrieel karakter in verband met een verwerkingsproces van het hout of een valorisatieproces van de houtsector en/of die gebruik maken van de spoorbediening van het gebied, behoudens wanneer de activiteit een aanvulling vormt op de industriële activiteit."

De volgende maatregel van aanleg wordt opgelegd : "De beheerder van het bedrijfspark moet de toegang tot de spoorweg mogelijk maken voor alle bedrijven die er gebruik van wensen te maken."

III. Chronologie van de herziening van het gewestplan

7 mei 2009. — Zending van de aanvraag van IDELUX aan de gemeenteraad van Gouvy.

20 mei 2009. — Publieksinformatie overeenkomstig de artikelen D.29-5 en D.29-6 van Boek I van het Milieuwetboek.

8 juni 2009. — Ontvangst door de Regering van de aanvraag van IDELUX m.b.t. de opnemings van een industriële bedrijfsruimte van 72 ha en van een gemengde bedrijfsruimte van 15 ha op het grondgebied van de gemeente Gouvy, overeenkomstig artikel 42bis van het Wetboek.

8 juli 2010. — Besluit van de Waalse Regering tot herziening van het gewestplan Bastenaken (bladen 55/8, 56/5, 56/6 en 61/1) en tot aanneming van het voorontwerp van plan met het oog op de opnemings van bedrijfsruimtes op het grondgebied van de gemeente Gouvy.

6 oktober 2010. — Kennisgeving aan de Waalse Regering van de aanwijzing van het bureau Impact, dat daartoe erkend is om het milieueffectonderzoek betreffende het voorontwerp van plan uit te voeren.

21 oktober 2010. — Besluit van de Waalse Regering waarbij beslist wordt een effectonderzoek te laten doorvoeren met betrekking tot de herziening van het voorontwerp van herziening van het gewestplan Bastenaken (bladen 55/8, 56/5, 56/6 en 61/1).

19 september 2012. — Overlegging van de eindversie van het onderzoek.

15 november 2012. — Voorlopige aanneming van het ontwerp van herziening van het gewestplan Bastenaken (55/8, 56/5, 56/6 et 61/1) met het oog op de opneming van bedrijfsruimtes op de gemeente Gouvy.

20 maart tot 3 mei 2013. — Openbaar onderzoek in de gemeente Gouvy

22 maart 2013. — Informatievergadering in Gouvy.

3 mei 2013. — Sluiting van het openbaar onderzoek in Gouvy.

8 mei 2013. — Overlegvergadering in Gouvy.

10 juni 2013. — Het van bemerkingen voorzien advies van de gemeenteraad van Gouvy.

18 juli 2013. — Gunstig advies vergezeld van bemerkingen van de CWEDD.

29 juli 2013. — Gunstig advies vergezeld van bemerkingen van de beheerscommissie van het "Parc naturel des deux Ourthes".

29 augustus 2013. — Gunstig advies vergezeld van bemerkingen van de CRAT.

IV. Leefmilieuoverwegingen

De Waalse Regering heeft na afloop van de raadplegings- en overlegfase de aanpassingen aangebracht aan het planontwerp dat aan een openbaar onderzoek werd onderworpen, om in te gaan op de bemerkingen en adviezen voor zover deze verantwoord waren en bijdroegen tot een betere bescherming tegen milieurisico's.

Deze verklaring heeft alleen betrekking op de leefmilieu-overwegingen waarvoor, bij ene of andere stap van het proces van herziening van de hierboven voorgelegde gewestplannen, een positieve of negatieve impact geïdentificeerd wordt. Ze legt de samenvatting vast van de wijze waarop dit besluit tot definitieve aanneming van de herziening van de gewestplannen deze overwegingen in acht genomen heeft, met verwijzing naar de tekst van het besluit en naar het advies van de CRAT voor gedetailleerde informatie.

De auteur van het onderzoek heeft vastgesteld dat de voornaamste effecten van het voorontwerp van plan de landbouwactiviteiten, de mobiliteit, de lucht en het klimaat betreffen.

Een aantal andere effecten werden aangehaald door de auteur van het onderzoek of in het kader van de raadplegings- en overlegfase :

- effecten op de geluidsomgeving;
- effecten op het oppervlaktewater;
- effecten op de gezondheid en de veiligheid van de mensen;
- effecten op het landschap.

De Waalse Regering heeft aldus de beslissingen genomen die hieronder uiteengezet worden :

1. Effecten op de landbouwactiviteit.

Het voornaamste gevolg van de nieuwe bedrijfsruimtes betreft het verlies van geteelde gronden met een gemiddelde of goede kwaliteit. De Waalse Regering heeft van een planologische compensatie die op het gebied van de landbouwactiviteit weinig valoriseerbaar is (Tier del Hale) afgezien om het gemeentelijk overleggebied voor landbouw te bestemmen.

2. Effecten in verband met de mobiliteit.

De Waalse Regering heeft beslist de toekomstige industriële bedrijfsruimte voor andere industriële activiteiten te openen voor zover ze de spoorbediening gebruiken om zich in de toekomst te beveiligen tegen een eventueel ondergebruik van het bestaande spoorwegpotentieel door de bedrijven gebonden aan de verwerkingsprocessen van het hout of de valorisatieprocessen van de houtsector. De bewoording van het bijkomend voorschrift gemerkt "S50" op het plan is dan ook gewijzigd als volgt : "De industriële bedrijfsruimte is bestemd voor activiteiten in verband met een verwerkingsproces van het hout of een valorisatieproces van de houtsector en/of die gebruik maken van de spoorbediening van het gebied, behoudens wanneer de activiteit een aanvulling vormt op de industriële activiteit".

Om "het gebruik van de spoorlijn" te waarborgen stelde de auteur voor om : ofwel "een toegang tot de spoorweg voor de bedrijven die er gebruik van wensen te maken, mogelijk te maken", ofwel een fasering van de bezetting van de gebieden te overwegen.

De Waalse Regering heeft gekozen de toegang tot de spoorweg onafhankelijk en boven de uitvoering van de herziening van het gewestplan te vereeuwigen via een maatregel van aanleg in de zin van artikel 23, § 3, 3^o van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium dat het volgende bepaalt "De beheerder van het bedrijfspark moet de toegang tot de spoorweg mogelijk maken voor alle bedrijven die er gebruik van wensen te maken.

De uitvoering van de singel van het dorp Courtil zal ook een positief effect hebben voor de inwoners van Bovigny, Courtil en Gouvy.

3. Effecten op de luchtkwaliteit.

Het een vaststaand feit dat de overschakeling van het verkeer naar de spoorweg ook een positief effect zal hebben op de luchtkwaliteit. De beslissingen betreffende de biomodaliteiten zullen dan ook tevens op dit milieugebied op positieve wijze bijdragen.

De andere maatregelen voorgesteld door de auteur van het onderzoek om de negatieve effecten van de bedrijfsruimtes op de luchtkwaliteit te voorkomen, te beperken of te compenseren vallen niet onder de schaal van het gewestplan. Ze vallen onder andere wetgevingen in het Waalse Gewest die algemene regels bepalen.

4. Effecten op de geluidsomgeving.

Specifieke maatregelen dienen niet op schaal van het gewestplan uitgevoerd te worden om de gecumuleerde negatieve effecten van de windmolens, van de breekmachine van de zagerij van het "Pôle Ardenne Bois" en van de bedrijven op de geluidsomgeving te voorkomen, te beperken of te vereffenen voor zover de door de auteur van het onderzoek verrichte simulatie erop wijst dat de toegelaten grenswaarden (dag : 50 dBA; nacht : 40 dBA) niet in de dichtsbij gelegen woongebieden, noch voor de bestaande woningen overschreden worden en dat er in het Waalse Gewest een wetgeving bestaat die grenswaarden voor de ingedeelde inrichtingen bepaalt.

5. Effecten op de oppervlaktewateren

Specifieke maatregelen dienen niet op schaal van het gewestplan uitgevoerd te worden om de negatieve effecten van de nieuwe bedrijfsruimte op de oppervlakte- en grondwateren te voorkomen, te beperken of te vereffenen.

Twee bekkens voor het beheer van de wateren zullen een bufferrol spelen in de lozing van het water maar ook een sedimentatierol stroomopwaarts van de beek van Neuf Pré en een ecologische rol in de afvoer van het water. De herziening van het saneringsplan per onderstroomgebied (PASH) zal ook het mogelijk maken de sanering van de nieuwe gebieden in een globaal plan op te nemen.

6. Effecten op de gezondheid en de veiligheid van de mensen

Het een vaststaand feit dat de overschakeling van het verkeer naar de spoorweg ook een positief effect zal hebben op gezondheid en de veiligheid van de mens. De beslissingen betreffende de mobiliteit zullen er dan ook tevens op dit milieugebied toe bijdragen.

Specifieke maatregelen dienen niet op schaal van het gewestplan uitgevoerd te worden om de negatieve effecten van de nieuwe bedrijfsruimtes op de gezondheid en de veiligheid van de mens te voorkomen, te beperken of te vereffenen.

De uitvoering van de singel van het dorp Courtil zal ook een positief effect hebben op het leefcomfort van de inwoners van Bovigny, Courtil en Gouvry.

Voorzorgsmaatregelen moeten bij de windmolens getroffen worden : de aanwezigheid van een belangrijk aantal gevoelige mensen en activiteiten voorkomen.

7. Effecten op het landschap

Specifieke maatregelen dienen niet op schaal van het gewestplan uitgevoerd te worden om de negatieve effecten van de nieuwe bedrijfsruimte op het landschap te voorkomen, te beperken of te vereffenen.

Het bij het basisdossier geplande effenen in het gebied zal het blikveld van de gebouwen gevestigd in het gebied beperken.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 7 november 2013 tot definitieve aanneming van de ontwerp-herziening van het gewestplan Bastenaken (bladen 55/8, 56/5, 56/6 en 61/1) met het oog op de opnemings van bedrijfsruimtes op het grondgebied van de gemeente Gouvry (Courtil).

Namen, 7 november 2013.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

VLAAMSE MILIEUMAATSCHAPPIJ

[C – 2013/36143]

Afdeling Economisch Toezicht. — Rioolwaterzuiveringsinfrastructuur. — Verklaring van openbaar nut

KAPELLE-OP-DEN-BOS. — Bij besluit van de Vlaamse minister van Leefmilieu, Natuur en Cultuur van 27 november 2013 wordt de oprichting van een rioolwaterzuiveringsinfrastructuur van openbaar nut verklaard.

Nr. 99255

1) Geografische omschrijving :

Kapelle-op-den-Bos : collector Kapelle-op-den-Bos

2) Kadastrale gegevens :

Gemeente : Kapelle-op-den-Bos

Kadastraal gekend onder : Afdeling : 1; Sectie : A;

Perceel nummer 14s.

3) Reden van openbaar nut verklaring :

Voor de oprichting van de rioolwaterzuiveringsinfrastructuur (collector) onder, op of boven private onbebouwde gronden, die niet omsloten zijn met een muur of een omheining overeenkomstig de bouw- of stedenbouwverordeningen.

4) Bevoegde instantie :

Na deze verklaring van openbaar nut zal de nv Aquafin de terreinen kunnen bezwaren met een erfdienstbaarheid of in naam van het Vlaamse Gewest verwerven.

5) Plannen ter inzage bij :

- (na telefonische afspraak op het secretariaat : 053-72 63 15)

VMM – Afdeling Economisch Toezicht

Dokter De Moorstraat 24-26

9300 Aalst

- NV Aquafin

Dijkstraat 8

2630 Aartselaar

- college van burgemeester en schepenen

van en te 1880 Kapelle-op-den-Bos

6) Wettelijke basis :

Besluit van de Vlaamse Regering d.d. 20 maart 1991 houdende vaststelling van regelen met betrekking tot de uitvoering van werken door de NV Aquafin in toepassing van de artikelen 32septies en 32octies van de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de oppervlaktewateren tegen verontreiniging.

7) Datum + bevoegde minister :

27 november 2013

De Vlaamse minister van Leefmilieu, Natuur en Cultuur

Joke SCHAUVLIEGE

8) Verjaring :

Iedere belanghebbende kan door middel van een ondertekend verzoekschrift tegen dit besluit bij de Raad van State een beroep tot nietigverklaring indienen binnen een termijn van 60 dagen na kennisneming.

Het verzoekschrift dient aangetekend te worden neergelegd bij de Raad van State samen met drie door de ondertekenaar eensluidend verklaarde afschriften en bovendien zoveel afschriften als er andere bij de zaak betrokken partijen zijn. Bevat het verzoekschrift tot nietigverklaring tevens een vordering tot schorsing van de tenuitvoerlegging van de bestreden akte, dan bevat het verzoekschrift negen door de ondertekenaar eensluidend verklaarde afschriften (artikel 85 van het procedurereglement van de Raad van State, zoals gewijzigd door het KB van 25 april 2007).

VLAAMSE MILIEUMAATSCHAPPIJ

[C – 2013/36137]

Rioolwaterzuiveringsinfrastructuur. — Hoogdringende onteigening

NIJLEN. — Besluit van de Vlaamse minister van Leefmilieu, Natuur en Cultuur van 21 oktober 2013 houdende hoogdringende onteigening ten algemenen nutte van onroerende goederen bestemd voor de oprichting van de rioolwaterzuiveringsinfrastructuur.

Nr. 22448 ONT

1) Geografische omschrijving :

Nijlen : renovatie riolering Torenvenstraat

2) Kadastrale gegevens :

Gemeente : Nijlen

Kadastraal bekend onder : Afdeling : 3; Sectie : A;

Perceel nr. 122A (318 m²).

3) Reden van openbaar nut verklaring :

Voor de oprichting van de rioolwaterzuiveringsinfrastructuur (renovatie riolering Torenvenstraat onder, op of boven private onbebouwde gronden, die al dan niet omsloten zijn met een muur of een omheining overeenkomstig de bouw- of stedenbouwverordeningen.

4) Bevoegde instantie :

De onmiddellijke onteigening zal plaatsvinden door het Vlaamse Gewest in het kader van de opdracht aan de nv Aquafin bij wie woonstkeuze gemaakt wordt.

5) Plannen ter inzage bij :

— (na telefonische afspraak op het secretariaat : 053 72 63 16)

VMM-Afdeling Economisch Toezicht

Dokter De Moorstraat 24-26

9300 Aalst

— nv Aquafin

Dijkstraat, 8

2630 Aartselaar

6) Wettelijke basis :

Gelet op de wet van 26 juli 1962 betreffende de onteigeningen ten algemenen nutte en de concessies voor de bouw van de autosnelwegen, artikel 5, gewijzigd bij de wet van 7 juli 1978;

Gelet op de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de oppervlaktewateren tegen verontreiniging, artikelen 32septies, § 1 en § 2 en 32octies, § 1 en § 3 ingevoegd bij decreet van 12 december 1990, zoals gewijzigd door de decreten van 22 december 1995, 8 juli 1996, 7 mei 2004 en 24 december 2004;

Gelet op de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de oppervlaktewateren tegen verontreiniging, artikel 32septies;